



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 18 NOVEMBRE 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 18TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi,

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

MUNICIPAL
 REVENUE
 ST-GABRIEL

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

"Bois Supérieur Limitée"
"Superior Lumber Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt octobre 1944, constituant en corporation: Robert Lavoie, inspecteur des forêts, Georges Henri Rouleau, mécanicien, Nap. Paul Morin, comptable, madame Eva Larocque Morin, épouse séparée de biens dudit Nap. Paul Morin, et madame Jeanne d'Arc Sylvestre Rouleau, épouse séparée de biens dudit Georges Henri Rouleau, celles-ci bourgeoises, dûment autorisées aux fins des présentes par leurs époux respectifs, tous de Rouleau Siding, district d'Abitibi, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire dans toutes ses spécialités le commerce qui consiste à manufacturer, importer, exporter et négocier des billots, du bois, du bois de charpente, des dormants de chemins de fer, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe, et tous autres articles et matériaux dans lesquels entrent le bois, la pulpe, le carton de pulpe ou le papier, ou dont ils sont une partie constituante;

Letters Patent

"Bois Supérieur Limitée"
"Superior Lumber Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1944, incorporating: Robert Lavoie, inspector of forests, Georges Henri Rouleau, mechanic, Nap. Paul Morin, accountant, Mrs. Eva Larocque Morin, wife separate as to property of the said Nap. Paul Morin, and Mrs. Jeanne d'Arc Sylvestre Rouleau, wife separate as to property of the said Georges Henri Rouleau, the two latter housewives, duly authorized hereto by their respective husbands, all of Rouleau Siding, in the District of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of a manufacturer, importer, exporter of and dealer in logs, lumber, timber, railroad ties, pulp, pulp wood, paper and other products or by-products of wood and pulp, and all other articles and materials into which wood, pulp, pulp board or paper enter, or of which they form part;

Faire le commerce de marchands de bois, de propriétaires de scierie, moulin à bardeaux et moulin à pulpe, bûcherons et marchands de bois dans aucune et toutes leurs spécialités, sous le nom de "Bois Supérieur Limitée"—"Superior Lumber Limited", avec un capital total de quarante-huit mille dollars (\$48,000), divisé en 480 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouleau Siding, district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, le vingt octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7726 P. FRENETTE.

"British Holdings Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze octobre 1944, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, avocats, et Max N. Padber, comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Souscrire, souscrire à forfait et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir soit comme propriétaire ou par voie de garantie subsidiaire ou autrement, et vendre, garantir la vente, et céder, transférer ou autrement en disposer ou faire le commerce d'obligations, débetures, stocks, actions et autres valeurs, lettres de change, traites de commerce, récépissés d'entrepôts;

Sujet au consentement du Surintendant des assurances de la province de Québec et agir comme courtiers d'assurances, sous le nom de "British Holdings Limited", avec un capital total de cinquante mille dollars (\$50,000), divisé en cinq cents (500) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onze octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7727 P. FRENETTE.

**"Buffet Delorimier"
Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour d'octobre 1944, constituant en corporation: Adrien Rouleau, menuisier, Fernand Rouleau et Yvon Rouleau, tous deux restaurateurs, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, soit en gros ou en détail, le commerce de restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissements et bonbons, et de marchand de revues, journaux et autres publications, sous le nom de "Buffet Delorimier Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux mille (2,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7728-o P. FRENETTE.

To carry on the business of timber merchants, saw-mill, shingle mill and pulp mill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants in any and all their branches, under the name of "Bois Supérieur Limitée"—"Superior Lumber Limited", with a total capital stock of Forty-eight thousand dollars (\$48,000), divided into 480 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Rouleau Siding, in the District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7726-o Assistant Deputy Attorney General.

"British Holdings Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1944, incorporating: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, advocates, and Max N. Padber, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold either as owner or by the way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouses receipts;

Subject to the assent of the superintendent of Insurance of the Province of Quebec to act as insurance brokers, under the name of "British Holdings Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7727-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Buffet Delorimier"
Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1944, incorporating: Adrien Rouleau, carpenter, Fernand Rouleau and Yvon Rouleau, both restaurant-keepers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, whether wholesale or retail, the restaurant, café, tavern, refreshment-room and candy business, and deal in reviews, newspapers and other publications, under the name of "Buffet Delorimier Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two thousand (2,000) shares of a par value of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7728 Assistant Deputy Attorney General.

"Compagnie 'La Présentation' Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour d'octobre 1944, constituant en corporation: Henri Cloutier, agronome, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, Maurice Cloutier et Jean-Paul Denis, tous deux comptables, de la cité d'Outremont, district de Montréal, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, louer, exploiter directement ou par l'entremise de locataires ou fermiers, échanger ou aliéner des terres à culture, terres à bois, ou érablières, en un mot, tous genres d'exploitations agricoles et y ériger toutes constructions appropriées tels qu'étables, granges et autres bâtiments jugés utiles;

Faire l'élevage de tous genres d'animaux domestiques de ferme et d'oiseaux de basse-cour et en faire le commerce en gros et en détail;

Faire le commerce en gros et en détail des œufs, des volailles, des bestiaux de ferme, vivants ou abattus, des fruits, des légumes et de tous les produits de la ferme en général;

Acheter, acquérir, manufacturer, vendre, distribuer et faire généralement le commerce en gros et en détail de tous engrais chimiques ou autres, et de tous genres d'insecticides à l'usage de la ferme et acheter, acquérir, cultiver, produire, vendre, distribuer et faire le commerce en gros et en détail des graines de semences, des plants, plantes, fleurs et arbustes de toutes sortes, sous le nom de "Compagnie 'La Présentation' Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est divisé en cent actions ordinaires sans valeur nominale et en trois mille neuf cents actions privilégiées de cinq dollars (\$5.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de deux mille quatre cent cinquante dollars (\$2,450.00).

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, dans les comté et district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7729-0 P. FRENETTE.

"Crête Ltée—Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1944, constituant en corporation: J.-Alphida Crête, optométriste, Dame Marie-Jeanne Venne, commerçante, épouse séparée de biens de Eugène Bourassa, dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Marcel Crête, avocat, et Arthur Gagnon, dessinateur, tous de la cité de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et opérer le commerce et la manufacture de bois et de matériaux de construction actuellement opérés à Grand'Mère, par J. Alphida Crête, de Grand'Mère, P.Q., avec tout ce que le dit commerce et la dite manufacture comportent;

Manufacturer, acheter, vendre, négocier, importer ou exporter et faire le commerce en général, en gros et en détail, de bois, de tous les sous-

"Compagnie 'La Présentation' Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1944, incorporating: Henri Cloutier, agronomist, of the city and district of St-Hyacinthe, Maurice Cloutier and Jean-Paul Denis, both accountants, of the city of Outremont, district of Montreal, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, own, lease, operate directly or through the intermediary of lessees or farmers, to exchange or dispose of farm lands, timber limits, or maple stands, in a word, all kinds of agricultural operations and to erect suitable buildings thereon such as stables, barns and other buildings deemed useful;

To raise all kinds of domestic animals, livestock and poultry and deal therein both wholesale and retail;

To deal wholesale and retail in eggs, poultry, cattle, whether alive or slaughtered, fruit, vegetables and all farm produce in general;

To buy, acquire, manufacture, sell, distribute and deal generally, wholesale and retail in all kinds of chemical or other fertilizers, and all kinds of insecticides for use on a farm and to buy, acquire, cultivate, produce, sell, distribute and deal wholesale and retail in seeds, setting plants, plants, flowers and shrubs of all kinds, under the name of "Compagnie 'La Présentation' Limitée".

The amount of capital stock of the company is divided into one hundred common shares without nominal value and into three thousand nine hundred preferred shares of five dollars (\$5) each, and the amount with which the company will commence its business is two thousand four hundred and fifty dollars (\$2,450).

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, in the county and district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7729 Assistant Deputy Attorney General.

"Crête Ltée—Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of October, 1944, incorporating: J.-Alphida Crête, optometrist, Dame Marie-Jeanne Venne, merchant, wife separate as to property of Eugène Bourassa, by the latter duly authorized for the purposes hereof, Marcel Crête, advocate, and Arthur Gagnon, draughtsman, all of the city of Grand'Mère, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and carry on the business and the manufacturing of wood and of building requisites, actually carried on at Grand'Mère, by J. Alphida Crête, of Grand'Mère, P.Q. with everything connected with the said business and said manufacture;

To manufacture, purchase, sell, trade, import or export and carry on a general wholesale and retail lumber business, deal in the by-products

produits du bois, des matériaux de construction, y compris, sans limiter la généralité de ce qui précède, ciments, peintures, vernis, vitreries, quincaillerie, tapisseries, tuyaux de grès, articles et accessoires électriques et de plomberie, sous le nom de "Crête Ltée-Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7730-o P. FRENETTE.

"Gagnon Automobile Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour d'octobre 1944, constituant en corporation: Adrien Gagnon, gérant général (garage), Adrien-Jos. Gagnon, comptable, et Yvon Gagnon, étudiant, tous trois de la ville de Chicoutimi, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, assembler, importer, acheter, vendre, louer, affermer et autrement faire le commerce et le trafic et la réparation générale de véhicules moteurs, ou à fusée, camions, tracteurs autocars, autobus omnibus, autobus de promenades, automobiles motocyclettes, bateaux-moteurs, aéroplanes, voitures, moyens de transport de toutes sortes, systèmes de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction ainsi que des moteurs, engins, machineries de toutes sortes et des accessoires et fournitures de moteurs électriques, et faire les opérations générales d'un atelier de machines, véhicules, automobiles, de moyens de transport de toutes sortes, roues, ressorts, essieux, lampes, accessoires d'automobiles et faire la réparation générale et le remisage de voitures;

Exercer le négoce d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineries, emmagasineurs, transportateurs, marchands, fournisseurs et distributeurs des produits et sous-produits du pétrole de toute nature et description, sous le nom de "Gagnon Automobile Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900), divisé en 499 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera à Jonquière, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7731-o P. FRENETTE.

"Hôtel Plaza Limitée"
"Plaza Hotel Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du treizième jour d'octobre 1944, constituant en corporation: Joseph-Melchior Latendresse, Jean-Baptiste Latendresse et Jean-Charles-Médard Latendresse, tous trois commerçants, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

of wood, building requisites, including, without any limitation as to the generality of the foregoing, cement, paint, varnish, glass, hardware, wallpaper, stone pipes, electrical and plumbing articles and accessories, under the name of "Crête Ltée-Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7730 Assistant Deputy Attorney General.

"Gagnon Automobile Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1944, incorporating: Adrien Gagnon, general manager (garage), Adrien-Jos. Gagnon, accountant, and Yvon Gagnon, student, all three of the town of Chicoutimi, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, assemble, import, purchase, sell, lease, rent and otherwise deal and trade in, and carry on the general repair of motor or rocket vehicles, trucks, tractors, autocars, autobuses, omnibuses, pleasure autobuses, automobiles, motorcycles, motor-boats, aeroplanes, carriages, means of transportation of every kind, transportation systems of every kind, and any parts used in the construction thereof, and also motors, engines, machinery of every kind, and electric motors' accessories and supplies and to carry on the general business of machine-shop, vehicles, automobiles, means of transportation of every kind, wheels, springs, axles, lamps, automobile accessories and to engage in the general repair and storing of vehicles;

To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, conveyors, merchants, suppliers and distributors of the products and by-products of petroleum of all kinds and description, under the name of "Gagnon Automobile Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into 499 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

No appeal shall be made to the public for subscription to the shares of the company.

The head office of the company will be at Jonquière, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Hôtel Plaza Limitée"
"Plaza Hotel Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of October, 1944, incorporating: Joseph-Melchior Latendresse, Jean-Baptiste Latendresse and Jean-Charles-Médard Latendresse, all three merchants, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Promouvoir, organiser, diriger, administrer, exercer le commerce d'hôtel, avec tous les privilèges attachés à ce genre de commerce, conformément aux licences dont jouira ladite compagnie, tel que cabaret, taverne, salle organisée pour la vente de vins, bières, rafraîchissements et spiritueux, importateur et manufacturier d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres liqueurs, victuailleur, propriétaires de voiture, fiacre, véhicules et garage, fermier, laitier, marchand de glace, propriétaires de clubs, bains, salles de toilettes, buanderie, salles de lecture et d'écriture, dépôts de journaux, kiosque de souvenirs et curiosités, bibliothèques, terrains et lieux de divertissements, d'amusements de sport et de récréation, marchand de tabac et cigares, boutique de barbier, agent de voyage, propriétaire de théâtre, et exercer toute autre industrie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que ce qui précède;

Obtenir, détenir un permis pour la vente de la bière, du vin et autres liqueurs alcooliques dont la vente est présentement ou peut être dans la suite, permise par les lois de la province de Québec, sous le nom de "Hôtel Plaza Limitée"—"Plaza Hotel Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 446, Place Jacques Cartier, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7732-o P. FRENETTE.

"I. B. Co. Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize octobre 1944, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, tous avocats, des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, souscrire pour ou demander, prendre en échange ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, vendre, transférer, céder ou autrement en disposer, ou mettre à profit des stocks, actions, obligations, débentures, fonds consolidés, billets et autres valeurs, dans toute firme, association volontaire, trust, compagnie à fonds social ou corporation, sous le nom de "I. B. Co. Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000), divisé en 740 actions ordinaires non-votantes d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le seize octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7733 P. FRENETTE.

"Kay Silver Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2,

To promote, organize, direct, manage and carry on the hotel business, with all the privileges attached to such a business, in conformity with the licenses held by the said company, such as cabaret, tavern, a room equipped for the sale of wine, beer, refreshments and spirits, importer and manufacturer of aerated, mineral and artificial waters and other beverages, victualler, coach, cab and carriage proprietor, garage-keeper, farmer, milkman, ice merchant, proprietors of clubs, baths, toilet rooms, laundries, reading and writing rooms, news-stands, souvenir and curiosity booths, libraries, playgrounds and premises for sports and amusements, tobacco and cigar merchant, barber-shop, travel agent, theatre owner, and to carry on any other industry capable of being conveniently carried on at the same time as the preceding;

To obtain and hold a permit for the sale of beer, wine and other alcoholic liquor, the sale of which is now or may hereafter be permitted by the laws of the Province of Quebec, under the name of "Hôtel Plaza Limitée"—"Plaza Hotel Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at No. 446 Place Jacques Cartier, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7732 Assistant Deputy Attorney General.

"I. B. Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1944, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, subscribe or apply for, take in exchange or otherwise acquire, register, hold, sell, transfer, assign or otherwise dispose of, or turn to account the stock, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes and other securities, in any firm, voluntary association, trust, joint stock company or corporation, under the name of "I. B. Co. Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000), divided into 740 common, non-voting shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each and 250 preferred shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7733-o Assistant Deputy Attorney General.

"Kay Silver Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter

chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix octobre 1944, constituant en corporation: Gerald S. Tritt, avocat et conseil en Loi du Roi, William Berke et Cecil Kott, tous deux manufacturiers, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général le commerce tant en gros qu'en détail comme marchands de marchandises sèches, merciers, chapeliers, couturiers, tailleurs, fourreurs, passementiers, drapiers, bonnetiers, gantiers, et confectionneurs en général, sous le nom de "Kay Silver Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7734 P. FRENETTE.

**"La Cie C. D. J. Ltée de Thetford Mines
"C. D. J. Co. Ltd. of Thetford Mines"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour d'octobre 1944, constituant en corporation: Claude-F. DeGuise, Marcel Desjardins et Alphonse Couture, professeurs, Oscar Campeau, courtier en assurances, Jean-Paul Jolicœur, dessinateur, et Alphonse Jolicœur, vendeur, tous de la cité de Thetford Mines, comté de Mégantic, district judiciaire d'Arthabaska, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Établir à Thetford Mines et ailleurs dans la Province de Québec une manufacture pour la fabrication d'objets de toutes sortes en bois, en bois et métal, en bois et plastiques, en bois et verre, en bois et papier ou carton et en général d'objets faits en tout ou en partie de bois; et en général pour la transformation du bois;

Fabriquer, faire fabriquer, acheter et vendre tous tels objets et en général faire le commerce du bois sous toutes ses formes et le commerce de tout objet fait en tout ou en partie de bois, sous le nom de "La Cie C. D. J. Ltée de Thetford Mines"—"C. D. J. Co. Ltd. of Thetford Mines", avec un capital total de dix-huit mille dollars (\$18,000), divisé en 720 actions de vingt-cinq dollars (\$25) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7735-o P. FRENETTE.

"L'Association Provinciale de Balle molle de Québec Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du cinquième jour d'octobre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Elzéar Poitras, gérant de l'Oeuvre des Terrains de Jeux, William Roth, restaurateur, et Paul-Émile Bélanger, employé civique, tous trois de Québec, district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of October, 1944, incorporating: Gerald S. Tritt, advocate and King's Counsel, William Berke and Cecil Kott, both manufacturers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business both wholesale and retail of general dry goods merchants, haberdashers, milliners, dress makers, tailors, furriers, lacemen, clothiers, hosiers, gloves and general outfitters, under the name of "Kay Silver Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7734-o Assistant Deputy Attorney General.

**"La Cie C. D. J. Ltée de Thetford Mines
"C. D. J. Co. Ltd. of Thetford Mines"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1944, incorporating: Claude F. DeGuise, Marcel Desjardins and Alphonse Couture, professors, Oscar Campeau, insurance broker, Jean Paul Jolicœur, draftsman, and Alphonse Jolicœur, salesman, all of the city of Thetford Mines, county of Mégantic, judicial district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, at Thetford Mines and elsewhere in the Province of Quebec, a factory for the making of all kinds of objects in wood, in wood and metal, wood and plastic, wood and glass, wood and paper or carton and in general objects made in whole or in part of wood; and in general for the transformation of wood;

To make, have made, buy and sell all such objects and in general deal in wood in all forms thereof and in any object made in whole or in part from wood, under the name of "La Cie C. D. J. Ltée de Thetford Mines"—"C. D. J. Co. Ltd. of Thetford Mines", with a total capital stock of eighteen thousand dollars (\$18,000), divided into 720 shares of twenty-five dollars (\$25) each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7735 Assistant Deputy Attorney General.

"L'Association Provinciale de Balle molle de Québec Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of October, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Elzéar Poitras, manager of "l'Oeuvre des Terrains de Jeux", William Roth, restaurant-keeper, and Paul-Émile Bélanger, civic employee, all three of Quebec, district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

Unir en association les amateurs de sport de la Province, pour améliorer les conditions générales de tous les sports et spécialement du sport de la balle molle, sous le nom de "L'Association Provinciale de Balle molle de Québec Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7736-o P. FRENETTE.

"Laurentian Securities Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1944, constituant en corporation: Alexander Gordon Yeoman, de la cité de Montréal, William Patrick Creagh, de la ville de Mont-Royal, tous deux avocats stagiaires, et Ernest William Mockridge, de la cité de St-Lambert, teneur de livres, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les opérations commerciales qui consistent en placements d'argent;

Acheter ou autrement acquérir, souscrire à forfait, obtenir un intérêt dans, souscrire pour, faire des placements d'argent dans, détenir pour placements d'argent ou autrement, gager, hypothéquer, vendre, échanger ou autrement en disposer, mettre à profit ou réaliser et généralement faire le commerce de valeurs de toute sorte, y compris des stocks, obligations, débetures, billets, certificats provisoires, preuves de dettes, certificats de dettes, papier de commerce, hypothèques, certificats votants de fidéicommis, réclamations, choses en action et autres instruments et droits semblables, émis ou créés par des compagnies, corporations, soit publiques, quasi publiques ou privées, associations domestiques ou étrangères, firmes, sociétés, syndicats, individus, gouvernements, provinces, colonies, états, districts, territoires, municipalités ou autres subdivisions politiques dans la Puissance du Canada ou dans tout pays étranger, ou émis ou créés par d'autres, sous le nom de "Laurentian Securities Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinq cents (500) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs, prouvé par une résolution passée par eux et inscrite dans les livres de la compagnie.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Tout appel au public pour souscrire aux actions ou débetures de la compagnie est interdit.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7737 P. FRENETTE.

"Louis Denolo Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

To unite into an association all lovers of sport of the Province, with a view to improving the general condition of all sports and in particular the game of soft ball, under the name of "L'Association Provinciale de Balle molle de Québec Inc."

The amount to which the annual revenues from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7736 Assistant Deputy Attorney General.

"Laurentian Securities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1944, incorporating: Alexander Gordon Yeoman, of the City of Montreal, William Patrick Creagh, of the Town of Mount Royal, both law clerks, and Ernest William Mockridge, of the City of St. Lambert, book-keeper, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as investors;

To purchase or otherwise acquire, underwrite, obtain an interest in, subscribe for, invest in, hold for investment or otherwise, pledge, mortgage, sell, exchange or otherwise dispose of, turn to account or realize upon and generally deal in securities of every kind, including stocks, bonds, debentures, notes, scrip, evidences of indebtedness, certificates of indebtedness, commercial paper, mortgages, voting trust certificates, claims, choses in action and other similar instruments and rights, issued or created by companies, corporations, either public, quasi public or private, domestic or foreign associations, firms, partnerships, trustees, syndicates, individuals, governments, provinces, colonies, states, districts, territories, municipalities or other political subdivisions in the Dominion of Canada or in any foreign country whatsoever, or issued or created by others, under the name of "Laurentian Securities Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000), divided into five hundred (500) shares of the par value of ten dollars (\$10) each.

The shares of the company shall not be transferred without the consent of the Directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company.

The number of shareholders is limited to twenty (20).

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7737-o Assistant Deputy Attorney General.

"Louis Denolo Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze octobre, 1944, constituant en corporation: Samuel Chait, Abraham M. Klein, tous deux avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction, la réparation, la modification de toutes sortes de travaux publics et privés, pour fins résidentielles, commerciales, industrielles et éducatives et entreprises de toute description et sorte, sous le nom de "Louis Donolo Inc.", avec un capital total de quarante-huit mille dollars (\$48,000) divisé en 480 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onze octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7738 P. FRENETTE.

"Notre-Dame Lumber Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour d'octobre 1944, constituant en corporation: Joseph-Ernest Granger, agent, Gabriel-Bernard Marin, gérant, tous deux de la cité de Saint-Jean, et Louis Charron, commerçant, de la cité de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire généralement, en gros et en détail, le commerce du bois et de tous les produits et sous-produits qui en dérivent; faire affaires comme bûcherons, marchands, importateurs et exportateurs de bois brut ou ouvré et de tous articles, objets et matériaux dans lesquels il entre ou qui sont fabriqués, en tout ou en partie, avec ou dans la fabrication desquels il entre du bois, de la pulpe ou du papier et, à toutes fins que de droit, acquérir, posséder, louer et exploiter des manufactures ou en disposer; acquérir, posséder, louer et exploiter des concessions forestières, des limites à bois, terres boisées, coupes de bois debout ou en disposer à toutes fins que de droit; exercer le commerce de voituriers publics, excepté par tramway et chemin de fer et, à ces fins, acquérir, ériger, posséder, exploiter des postes d'essence et de service et des garages ou en disposer à toutes fins que de droit, sous le nom de "Notre-Dame Lumber Limited", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000), divisé en 600 actions de vingt-cinq dollars (\$25) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7739-o P. FRENETTE.

"Pencer Industries Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize octobre 1944, constituant en corporation: John J. Pencer, manufacturier, Lillian Drobner, tous deux de la cité de Montréal, et Alice Axelrod, de la cité d'Outre-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of October, 1944, incorporating: Samuel Chait, Abraham M. Klein, both advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction, repair, alteration of all kinds of residential, commercial, industrial, institutional, public and private works and undertakings of every description and kind, under the name of "Louis Donolo Inc.", with a total capital stock of forty-eight thousand dollars (\$48,000), divided into 480 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Notre-Dame Lumber Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1944, incorporating: Joseph Ernest Granger, agent, Gabriel Bernard Marin, manager, both of the city of St. John's, and Louis Charron, merchant, of the city of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business in general and to deal in all products and by-products derived therefrom; to carry on business as lumberman, merchants, importers and exporters of rough or shaped timber and of all articles, objects and materials into which wood may enter, or which are made in whole or in part from, or manufactured with or from wood, pulp or paper and, for all legal purposes, to acquire, own, lease and operate factories and dispose of same; acquire, own, lease any operate forestry concessions, timber limits, timber lands, cuts of standing timber or to dispose of the same for all legal purposes; to carry on business as public carriers, except by tramway and railway, and for such purpose, to acquire, erect, own, and operate gasoline and service stations and garages or legally dispose of the same, under the name of "Notre-Dame Lumber Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000), divided into 600 shares of twenty-five dollars (\$25) each.

The head office of the company will be at St. John's, district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Pencer Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1944, incorporating: John J. Pencer, manufacturer, Lillian Drobner, both of the City of Montreal, and Alice Axelrod, of the City of Outremont, the two latter stenographers, and

mont, les deux dernières sténographes, filles majeures, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers de vêtements de toute sorte et description pour enfants, hommes et femmes, et faire tel commerce en gros et en détail, comme exportateurs et importateurs et faire le commerce d'articles et commodités de nature similaire;

Manufacturer des marchandises tricotées et toutes sortes de vêtements faits en tissus de toute sorte et description, sous le nom de "Pencer Industries Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le seize octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7740 P. FRENETTE.

"Rombo Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1944, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, Léonie Delisle, secrétaire, et Marcella LeBlanc, commis de bureau, ces deux dernières filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation d'un établissement industriel dans le but d'assembler, de réparer, de fabriquer, de manufacturer, de préparer, de produire, de construire, de transformer, d'usiner, de traiter toutes matières premières, machines, outils, outillage, et vendre tous ces produits finis ou en voie de fabrication ou de transformation ou à l'état de matière première, sous le nom de "Rombo Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq cents (500) actions communes sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de deux mille cinq cents dollars (\$2,500.00).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7741-o P. FRENETTE.

"Rostan Sales Corp."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix octobre 1944, constituant en corporation: Max Rosenthal, gérant, Frank Kishner, et Norma Anita Levitt, fille majeure et usant de ses droits, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et le négoce comme manufacturiers, trafiquants, marchands, négociants en gros et détaillants d'habits, vêtements, robes, vêtement de sport et effets de toute sorte et description, pour hommes, dames et enfants, et des blouses ainsi que des marchandises sèches, garnitures de tailleurs, textiles, tissus de toutes

spinsters of the full age of majority, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers of children's, men's and women's apparel of every kind and description, and to carry on such business wholesale and retail, as exporters and importers and to deal in articles and commodities of a similar nature;

To manufacture knitted goods and all kinds of apparel made out of textiles of every kind and description, under the name of "Pencer Industries Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7740-o Assistant Deputy Attorney General.

"Rombo Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1944, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, Léonie Delisle, secretary, and Marcella LeBlanc, office clerk, these two latter spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate an industrial establishment for the purpose of assembling, repairing, making, manufacturing, preparing, producing, constructing, transforming, working, treating all raw materials, machinery, tools, equipment, and to sell these products either finished or under process of manufacture or transformation or in the raw state, under the name of "Rombo Inc."

The capital stock of the company will be divided into five hundred (500) common shares without par or nominal value, and the amount with which the company will commence its operations is two thousand five hundred dollars (\$2,500).

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7741 Assistant Deputy Attorney General.

"Rostan Sales Corp."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of October, 1944, incorporating: Max Rosenthal manager, Frank Kishner, accountant, and Norma Anita Levitt, fille majeure et usant de ses droits secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers, wholesalers and retailers of men's, ladies' and children's wear, garments, dresses, sportswear and clothing of every kind and description and blouses and also in dry goods, tailors' trimmings, textiles, fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally

sortes et généralement marchandises de drap et de coton et faire le commerce de fournitures de tailleur et de drapier, sous le nom de "Rostan Sales Corp." avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7742 P. FRENETTE.

and to carry on the business of tailors' outfitters and clothiers, under the name of "Rostan Sales Corp.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Saline Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour d'octobre 1944, constituant en corporation: Laval Genest, J.-Émile Côté, tous deux industriels, Paul Lesage, avocat, tous trois de la cité et Québec, et Marcel Grandchamp, homme d'affaires, de Louiseville, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, harnacher, développer et exploiter des sources d'eau minérale, d'eau naturelle ou autres, et extraire les sels et les diverses substances, les purifier, embouteiller ou emballer, distribuer et en faire commerce sous toutes formes;

Exercer le commerce d'embouteilleurs, distributeurs et marchands généraux d'eau gazeuse ou minérale et autres breuvages, manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce de tous articles, marchandises, produits ou effets se rapportant directement ou indirectement à l'une quelconque des dites opérations y compris les bouteilles, bouchons et autres articles semblables s'y rapportant;

Faire affaires comme hôteliers, restaurateurs et aubergistes;

Faire affaires comme cultivateurs, commerçants et producteurs de tous produits laitiers, agricoles ou du jardin;

Faire l'exploitation de yachts, autobus, taxis-cabs, autocars, auto-camions, véhicules-moteurs ou autres moyens de transport publics ou privés, faire circuler des omnibus-moteurs de toutes sortes et des auto-camions aux endroits et aux heures, sur des routes régulières ou pour des voyages spéciaux que la compagnie croira convenables et acquérir de tout gouvernement, municipalité ou corporation, toute franchise ou droit d'exploiter des omnibus, ou véhicules-moteurs qui peuvent être ou sont exploités pour transporter des passagers ou marchandises moyennant rémunération;

Assembler, importer, exporter, acheter, vendre, louer, affermer et autrement faire le commerce et le trafic de véhicules-moteurs, camions, tracteurs, auto-cars, autobus, omnibus, autobus de promenade, automobiles, motocyclettes, voitures, yachts, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction ainsi que des moteurs, engins, machineries de toutes sortes et des accessoires et fournitures de moteurs et électriques, et faire les opérations générales d'un atelier de machines, réparer, améliorer et faire le commerce de toutes sortes de camions, voitures, véhicules, automobiles et moyens de transport de toutes sortes, roues, ressorts, essieux, lampes, accessoires d'automobiles, jantes et faire la réparation générale et le remisage de voitures;

"Saline Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1944, incorporating: Laval Genest, J.-Émile Côté, both manufacturers, Paul Lesage, advocate, all three of the city of Quebec, and Marcel Grandchamp, business man, of Louiseville, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, own, harness, develop and operate mineral, natural or other water springs, and extract therefrom the salts and various substances, to purify, bottle or pack, distribute the same and deal therein under all the forms thereof;

To carry on business as bottlers, distributors of, and general dealers in aerated or mineral waters and other beverages, manufacture, purchase, sell and deal generally in any articles, merchandise, products or wares directly or indirectly connected with any of the said businesses, including bottles, corks and other similar articles, incidental thereto;

To carry on business as hotel, restaurant and inn keepers;

To carry on business as farmers, dealers in, and producers of any dairy, farm or garden products;

To operate yachts, autobuses, taxicabs, autocars, motor-trucks, motor vehicles or other public or private means of transportation, to run autobuses of every kind and motor-trucks at such places and such hours, upon regular routes or for special trips, as the company may deem expedient, and to acquire from any government, municipality or corporation any franchise or right to operate any omnibuses or motor-vehicles which may be or which are operated for the transportation of passengers or merchandise, for remuneration;

To assemble, import, export, purchase, sell, lease, rent, and otherwise deal and trade in motor-vehicles, trucks, tractors, autocars, autobuses, omnibuses, pleasure autobuses, automobiles, motorcycles, carriages, yachts, means of transportation of every kind and all the parts used in the construction thereof, and also motors, engines, machinery of every kind and motor and electrical accessories and supplies, and carry on a general machine-shop business, repair, improve and deal in all kinds of trucks, carriages, vehicles, automobiles and means of transportation of every kind, wheels, springs, axles, lamps, automobile accessories, rims and engage in the general repair and storing of vehicles;

Exercer les fonctions de camionneurs, fardiers, mécaniciens et manufacturiers et ouvriers et commerçants de forces motrices et toute industrie dans laquelle l'usage ou l'application de la gazoline, l'air comprimé, l'électricité ou toute autre force motrice est ou peut être utile ou convenable, sous le nom de "Saline Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Léon, comté de Maskinongé, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7743-o P. FRENETTE. 7743

To carry on business as truckmen, carters, mechanics and manufacturers, and workmen and dealers in motive power, and any industry wherein the use or application of gasoline, compressed air, electricity or any other motive power is or may be useful or suitable, under the name of "Saline Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at St-Léon, county of Maskinongé, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"St. Lawrence Logging Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour d'octobre 1944, constituant en corporation: Uldéric Kelley, commerçant, de Lac Ste-Agnès, comté de Charlevoix, Philippe-H. Jobidon, garagiste, et Bernard Jobidon, commis, ces deux derniers de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme entrepreneurs pour la coupe et le flottage du bois et faire le commerce général de bois sous toutes ses formes;

Agir comme entrepreneurs en construction de toutes sortes et faire toutes sortes de travaux publics et privés;

Faire le commerce de boîtes de bois ou de métal et de tous les articles en bois ou en métal;

Exploiter dans les districts de Québec, Saguenay, Roberval et Lac St-Jean des pouvoirs d'eau et faire le commerce d'électricité dans ces districts, sous le nom de "St. Lawrence Logging Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7744-o P. FRENETTE. 7744

"St. Lawrence Logging Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1944, incorporating: Uldéric Kelley, trader, of Lac Ste-Agnès, county of Charlevoix, Philippe-H. Jobidon, garage-keeper, and Bernard Jobidon, clerk, these two latter of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To act as contractors for the cutting and floating of timber and carry on a general lumber business, under all the forms thereof;

To act as building contractors for constructions of every kind and engage in all kinds of public and private works;

To deal in wooden or metal boxes and in all wooden or metal articles;

To operate water powers in the districts of Québec, Saguenay, Roberval and Lake St. John, and carry on an electricity business in these districts under the name of St. Lawrence Logging Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Chas. H. Turner & Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-six octobre 1944, changeant le nom de la compagnie "C. H. Turner and Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du trente et un juillet 1944, en celui de "Chas. H. Turner & Co. Ltd."

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-six octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7745 P. FRENETTE. 7745-o

Supplementary Letters Patent

"Chas. H. Turner & Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of October, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "C. H. Turner and Company Limited", incorporated by letters patent dated the thirty-first day of July, 1944, to that of "Chas. H. Turner & Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec.—Comté de Chambly

Province of Quebec.—County of Chambly

CITÉ DE ST-LAMBERT

CITY OF ST. LAMBERT

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 4 novembre 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de St-Lambert, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'hôtel de ville de la cité de St-Lambert, 35 rue Aberdeen, St-Lambert, MERCREDI, le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1944, à DIX heures du matin, heure avancée.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1942, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera finale et le droit de retrait ne pourra pas être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

PREMIÈRE PARTIE

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

Rôle N°	Nom	Situé	Cad. S/Div.
2013L	A. T. Addison...	197 St-Laurent...	256 Ptie 62 257 Ptie 10

Description:—Un emplacement ou lot de terre situé dans la cité de St-Lambert, étant la partie nord-ouest de ce lot composé: A.—du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix de la subdivision du lot officiel deux cent cinquante-sept (N° 10 de 257) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, et: B.—du lot de terre numéro soixante-deux de la subdivision du lot officiel numéro deux cent cinquante-six (N° 62 de 256) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Antoine de Longueuil, ladite partie de ce lot composé ayant trente pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins et mesure anglaise, et ladite partie bornée en front par la rue St-Laurent, en arrière par le lot N° 258 desdits plan et livre de renvoi officiels: d'un côté par Irénée Morin ou représentants et de l'autre côté par le résidu dudit lot, la partie sud-est est composée comme susdit. Avec les bâtisses érigées sur ledit emplacement comme ladite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances.

630	Mme E.K. Briand	Première Rue...	259	101
584	Mlle M. W. Coleman	Avenue Edison...	258	76
			259	138
621	F. E. Cornell...	Première Rue...	259	51
612	J. S. P. Mason...	250 rue Elm...	255	Ptie 57

Description:—Ce certain lot, morceau ou parcelle de terrain situé à St-Lambert, dans le comté de Chambly, et connu et désigné comme la demi-nord de la subdivision cinquante-sept du lot numéro deux cent cinquante-cinq (N° 57 de 255-57) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil. Borné en front par une rue de soixante pieds de large connue comme étant la subdivision soixante (60) dudit lot N° 255, en arrière par une ruelle connue comme étant la subdivision cinquante-cinq (55) dudit lot officiel, du côté nord par la subdivision cinquante-six (56) dudit lot

Public Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order of November 4th, 1944, has directed the undersigned in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chapter 207) to sell the immovables hereinafter described to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the City of St. Lambert with interest and costs, and consequently said immovables will be sold by Public Auction in the Council Chamber at the City Hall of the City of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, on WEDNESDAY, the SIXTH day of DECEMBER, 1944, at TEN o'clock of the forenoon, E. D. S. Time.

However, shall be excluded from the sale those immovables on which the taxes that became exigible on or before December 1st, 1942 shall have been paid before the actual sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be subject to the right of redemption, but according to the provisions of Article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the sale of the immovables described in the second section shall be final and the right of redemption cannot be exercised, all said immovables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PART ONE

IMMOVABLES SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

Roll No.	Name	Location	Cad. S/Div.
2013L	A. T. Addison...	197 St.Lawrence.	256 Pt. 62 257 Pt. 10

Description:—An emplacement or lot of land situated in the City of St. Lambert being the north-west part of that lot composed: A.—of the lot of land known and designated under the number ten of the subdivision of the official lot two hundred and fifty-seven (No. 10 of 257) of the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, in the County of Chambly, and: B.—of the lot of land number sixty-two of the subdivision of the official lot number two hundred and fifty-six (No. 62 of 256) of the same official plan and book of reference of the said parish of St. Antoine de Longueuil, the said part of such composed lot having thirty feet in width by one hundred feet in depth, the whole more or less and English measure and the said part bounded in front by St. Lawrence Street, in rear by the lot No. 258 of the said official plan and book of reference; on one side by Irénée Morin or representatives and on the other side by the remaining of said lot, the south-east part of said lot composed as aforesaid. With the buildings erected on said emplacement as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances.

630	Mrs. E.K. Briand	First St.	259	101
584	Miss M. W. Coleman	 Edison Ave.	258	76
			259	138
621	F. E. Cornell...	First St.	259	51
612	J. S. P. Mason...	250 Elm St.	255	Pt. 57

Description:—That certain lot, piece or parcel of land situate at St. Lambert, in the county of Chambly, and known and designated as the north half of subdivision fifty-seven of lot number two hundred and fifty-five (N. 57 of 255-57) on the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil. Bounded in front by a street sixty feet wide known as subdivision sixty (60) of said lot No. 255, in rear by a lane known as subdivision fifty-five (55) of said official lot on the north side by subdivision fifty-six (56) of said official lot and on the south side by the south half of

Rôle N°	Nom	Situé	Cad. S/Div.	Roll No.	Name	Location	Cad. S/Div.
officiel et du côté sud par la demi-sud de ladite subdivision cinquante-sept, avec la maison en brique et autres bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 250 de ladite rue Elm.							
1308	David Morin...	367 Ave N.-Dame 369-371 "	162 Ptie 18	17	1308 David Morin...	367 N.-D. Ave.. 369-371 "	162 Pt. 18

Description:—La partie nord-ouest du lot de terre connu sous le numéro dix-huit de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-deux (Ptie N.O. de 162-18) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant, ladite partie dudit lot, dix-sept pieds et quatre pouces de largeur, par cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée en front par l'avenue Notre-Dame, en arrière par lesdits lots numéros 172 et 173, d'un côté, au nord-ouest, par le lot numéro 162-17 et de l'autre côté, au sud-est par le résidu dudit lot numéro 162-18 desdits plan et livre de renvoi officiels.

said official lot and on the south side by the south half of said subdivision fifty-seven, with the brick cottage and other buildings thereon erected bearing Civic No. 250 in said Elm Street.

2029	G. E. Peterson...	301 Ave Edison..	259	197 198
966	W. B. Powell...	Ave Lorne..	255	Ptie 21

Description:—Un emplacement situé dans la cité de St-Lambert étant la demi-sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt et un de la subdivision du lot originaire numéro deux cent cinquante-cinq (255-21) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, ladite demi-portion dudit lot mesurant cinquante pieds de largeur par deux cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit: en front par l'avenue Lorne, en arrière par l'avenue Cadzow projetée, d'un côté au sud-est par W. B. Powell et de l'autre côté au nord-ouest par le morceau restant dudit lot numéro vingt et un.

Description:—The Northwest part of the lot of land known under number eighteen of the official subdivision of lot number one hundred and sixty-two (N.W.Pt. of 162-18) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring, the said part of said lot, seventeen feet and four inches in width, by one hundred and fifteen feet in depth, English measure, bounded in front by Notre Dame Avenue, in rear, by said lots numbers 172 and 173, on one side, to the Northwest, by lot number 162-17 and on the other side, to the Southeast, by the residue of said lot number 162-18 of said official plan and book of reference.

2029	G. E. Peterson...	301 Edison Ave.	259	197 198
966	W. B. Powell...	Lorne Ave.....	255	Pt. 21

Description:—An emplacement situated in the City of St. Lambert being the south east half of the lot of land known and designated under the number twenty-one of the subdivision of the original lot number two hundred and fifty-five (255-21) of the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring said half portion of said lot, fifty feet in width by two hundred and ten feet, in depth, English measure and more or less and bounded as follows: in front, by Lorne Avenue, in rear, by the proposed Cadzow Avenue on one side, southeast, by W. B. Powell and on the other side, north west, by the remaining portion of said lot number twenty-one.

1305	Jos.-Napoléon Préfontaine...	Ave Notre-Dame	162	14
741	St-Lambert Me- thodist Church.	Avenue Hickson.	259	273 274

1305	Jos. Napoléon Préfontaine...	Notre Dame Ave	162	14
741	St. Lambert Me- thodist Church.	Hickson Ave...	259	273 274

DEUXIÈME PARTIE

PART TWO

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

IMMOVABLES NOT SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

Rôle N°	Nom	Situé	Cad. S/Div.	Roll No.	Name	Location	Cad. S/Div.
1929	Jos. Bertrand...	Ave Stanley....	258	123	1929 Jos. Bertrand...	Stanley Ave....	258 123
1691	Mme E. K. Briand	Ave Rivermere.	262	41 42 43 44	1691 Mrs. E. K. Briand	Rivermere Ave.	262 41 42 43 44
1582	J. P. Callaghan...	Putney.....	161	1916 1917	1582 J. P. Callaghan...	Putney.....	161 1916 1917
318	H. Charland....	Cavendish.....	273	385 386 387 388	318 H. Charland....	Cavendish.....	273 385 386 387 388
629	F. E. Cornell....	First.....	259	100	629 F. E. Cornell....	First.....	259 100
498	J. Egan.....	Dulwich.....	161	413	498 J. Egan.....	Dulwich.....	161 413
1639	James Herbert...	Regent.....	262	129	1639 James Herbert...	Regent.....	262 129
276	Mme V. L. Humes	Bromley.....	264	456	276 Mrs. V. L. Humes	Bromley.....	264 456
1253	H. J. Knubley & A. E. Burgess...	Montrose.....	264	483	1253 H. J. Knubley & A. E. Burgess...	Montrose.....	264 483
1017	J. E. Marquis...	Maple.....	162	1843 1844	1017 J. E. Marquis...	Maple.....	162 1843 1844
807	A. A. McDiarmid	Irvine.....	264	89	807 A. A. McDiarmid	Irvine.....	264 89
1267	G. E. Peterson...	Mortlake.....	161	464 465 466 467	1267 G. E. Peterson...	Mortlake.....	161 464 465 466 467
1279				450 451 452 453	1279		450 451 452 453
2038	W. B. Powell...	Tiffin Road....	161	1566	2038 W. B. Powell...	Tiffin Road....	161 1566
520	Jos.-Nap. Préfontaine...	Dulwich.....		1788 1789	520 Jos. Nap. Préfontaine...	Dulwich.....	1788 1789
1288	Louis Presseau...	Mortlake.....		1083 1084	1288 Louis Presseau...	Mortlake.....	1083 1084
429	Maurice A. Pré- vost.....	Desaulniers....		929 930	429 Maurice A. Pré- vost.....	Desaulniers....	929 930
397	E. Snelle et éps. Curzon.....			731	397 E. Snelle et wife. Curzon.....		731
2053	St-Lambert Me- thodist Church.	Blvd Union....	259	272a 272b 275a 275b	2053 St. Lambert Me- thodist Church.	Union Blvd....	259 272a 272b 275a 275b
1595	Geo. Wooley....	Putney.....	161	1435	1595 Geo. Wooley....	Putney.....	161 1435

Je certifie que la liste susdite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le sixième jour de décembre 1944, pour défaut de paiement de la répartition des immeubles, des taxes générales et spéciales imposées sur lesdits immeubles et dues à la cité de St-Lambert.

Les immeubles susmentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Antoine de Longueuil et situés dans la cité de St-Lambert.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la cité de St-Lambert, ce 6ième jour de novembre 1944.

Le secrétaire-trésorier,
M. J. RUTLEDGE. 7717-45-2

MUNICIPALITÉ DE LAC FRONTIÈRE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 4 novembre 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité de Lac Frontière, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle des séances du Conseil de la municipalité de Lac Frontière, comté de Montmagny, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI, le CINQ DÉCEMBRE 1944.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles le ou avant le 1er octobre 1943 auront été payées avant le moment de la vente.

- 1.—Grégoire, Eugène:—Le lot n° 33-33, rang X.
- 2.—Grégoire, Eugène:—Le lot n° 32-82, rang X.
- 3.—Grégoire, Eugène:—Le lot n° 32-83, rang X.
- 4.—Grégoire, Eugène:—La partie du lot n° 33-64, rang X, bornée au nord par n° 33-62, au sud à la route Nationale, à l'est au n° 33-36, à l'ouest au n° 33-65.

- 5.—Lagrange, Philias:—Le lot n° 8, rang XI.
- 6.—Lagrange, Philias:—Le lot n° 9, rang XI.
- 7.—Rancourt, Laval:—Le lot n° 10, rang XIII.
- 8.—Rancourt, René:—Le lot n° 11, rang XIII.
- 9.—Rancourt, Louis:—La partie du lot n° 6, rang XIII, au nord-ouest du chemin de fer Québec Central, mesurant 18 acres en superficie.

Les immeubles désignés sous les numéros d'ordre 5 à 9 inclusivement sont détenus sous billets de location.

Tous les immeubles ci-haut sont désignés sous les numéros du cadastre du Canton Talon, Co. Montmagny.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Lac Frontière ce septième jour de novembre 1944.

Le secrétaire-trésorier,
ÉDOUARD PELCHAT. 7708-45-2

Province de Québec

VILLE DE VAL D'OR

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 31 octobre 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission Municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous décrits pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Ville de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the sixth day of December, 1944, for failure to pay real estate assessments, general and special taxes imposed on the said immovables and owing to the City of St. Lambert.

The above immovables are all on the Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the City of St. Lambert.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at the City of St. Lambert, this 6th day of November, 1944.

M. J. RUTLEDGE,
Secretary-Treasurer. 7717-45-2-o

MUNICIPALITY OF LAC FRONTIÈRE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated November 4th, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, ch. 207), to sell the immovables hereinbelow designated in payment of arrears of taxes due the municipality of Lac Frontière, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction in the meeting room of the Council of the municipality of Lac Frontière, county of Montmagny, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the FIFTH day of DECEMBER, 1944.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon the municipal taxes due on or before the 1st of October, 1943, shall have been paid before the sale.

- 1.—Grégoire, Eugène:—Lot No. 33-33, range X.
- 2.—Grégoire, Eugène:—Lot No. 32-82, range X.
- 3.—Grégoire, Eugène:—Lot No. 32-83, range X.
- 4.—Grégoire, Eugène:—That part of lot No. 33-64, range X, bounded on the North by No. 33-62, on the South by the national Highway, on the East by No. 33-36, on the West by No. 33-65.

- 5.—Lagrange, Philias:—Lot No. 8, range XI.
- 6.—Lagrange, Philias:—Lot No. 9, range XI.
- 7.—Rancourt, Laval:—Lot No. 10, range XIII.
- 8.—Rancourt, René:—Lot No. 11, range XIII.
- 9.—Rancourt, Louis:—That part of lot No. 6, range XIII, Northwest of the Quebec Central Railway, measuring 18 acres in superficial area.

The immovables described numerically from 5 to 9 inclusively are held under location ticket.

All the above immovables are described under cadastral numbers of the Township of Talon, county of Montmagny.

The purchase price of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Lac Frontière, this seventh day of November, 1944.

ÉDOUARD PELCHAT,
Secretary Treasurer. 7708-45-2

Province of Quebec

TOWN OF VAL D'OR

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated October thirty-first 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of Section VII of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapter 207), to sell the hereinafter described immovables in payment of arrears of taxes dues to the Town of Val d'Or, with interest and costs, and that consequently, the said

seront vendus par encaissement public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de Ville de la Ville de Val d'Or, MARDI le DOUZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1944, à DIX heures et TRENTE minutes de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1942 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas (\$1,000.00) mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

1. Raphaël Gratton.—Lot N° 117.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang 8, Canton Dubuisson.

2. Germain Trotter.—Lot N° 5.

3. J. S. McKay.—Lot N° 167.

Les deux lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang 8, canton Dubuisson.

4. Marcel Dupré.—La moitié indivise est du lot N° 2, mesurant ladite partie 25 pieds de largeur par 110 pieds de profondeur, mesure anglaise, le tout plus ou moins, et bornée au nord par la rue, à l'ouest par le résidu dudit lot appartenant à J. H. Drennan, au sud par la ruelle N° 42 et à l'est par le lot N° 1.

5. Rosario Tremblay.—Lot N° 14.

6. Maurice Bénard.—Lot N° 19.

7. John Kebe.—Lot N° 73.

8. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 74.

Les 4 lots et la partie de lot ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro quatorze, canton de Bourlamaque.

9. Mike Kovacevic.—Lot N° 48.

10. Mme A. M. Yamchuk.—Lot N° 58.

11. Léo Morissette.—Lot N° 95.

12. Val Dupuis Trading.—Lot N° 257.

13. Val Dupuis Trading.—Lot N° 258.

14. Mme Esther Brown Burton.—Lot N° 305.

15. Steve Pochopsky.—Lot N° 538.

Les sept lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro trente-quatre, Canton Bourlamaque.

16. Lionel Lefebvre.

Bâtisse seulement située sur terrain non-subdivisé de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang 8, Canton Dubuisson.

DEUXIÈME SECTION

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

Suivant les dispositions de la Section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), l'adjudication des immeubles ci-dessous désignés est définitive et le retrait ne peut être exercé, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

17. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 6.

18. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 13.

19. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 14.

20. Maurice Bénard.—Lot N° 67.

21. Maurice Bénard.—Lot N° 68.

Les cinq lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang 8, canton Dubuisson.

22. Antonio Martel.—Lot N° 27.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-et-un, rang 8, canton Dubuisson.

immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of the Town of Val d'Or, on TUESDAY the TWELFTH day of DECEMBER 1944, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon the taxes falling due on or before December thirty-first 1942 shall have been paid before the sale.

The sale of immovables described in the first section of the present notice shall be made subject to right of withdrawal.

The sale of the immovables described in the second section shall be final and without right of withdrawal, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapter 207), the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars (\$1,000).

FIRST SECTION

IMMOVABLES SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

1. Raphaël Gratton.—Lot No. 117.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty, range eight, Dubuisson Township.

2. Germain Trotter.—Lot No. 5.

3. J. S. McKay.—Lot No. 167.

The two aforesaid lots form a part of the original subdivision number sixty-two, range eight, Dubuisson Township.

4. Marcel Dupré.—The undivided east half of lot No. 2 measuring, the said part, 25 feet in width by 110 feet in depth, English measure, the whole more or less, and bounded on the north by the street, on the west by the residue of said lot belonging to J. F. Drennan, on the south by the lane No. 42 and on the east by lot No. 1.

5. Rosario Tremblay.—Lot No. 14.

6. Maurice Benard.—Lot No. 19.

7. John Kebe.—Lot No. 73.

8. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 74.

The four lots and the part of the lot above, form part of the original subdivision number fourteen, Bourlamaque Township.

9. Mike Kovacevic.—Lot No. 48.

10. Mrs. A. M. Yamchuk.—Lot No. 58.

11. Leo Morissette.—Lot No. 95.

12. Val Dupuis Trading.—Lot No. 257.

13. Val Dupuis Trading.—Lot No. 258.

14. Mrs. Esther Brown Burton.—Lot No. 305.

15. Steve Pochopsky.—Lot No. 538.

The seven aforesaid lots form a part of the original subdivision number thirty-four, Bourlamaque Township.

16. Lionel Lefebvre.

House only, located on unsubdivided lot of the original subdivision number sixty-two, range eight, Dubuisson Township.

SECOND SECTION

IMMOVABLES NOT SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

Pursuant to the provisions of Section VII of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapter 207), the adjudication of the hereinafter designated immovables shall be final and no withdrawal may be made, the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

17. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 6.

18. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 13.

19. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 14.

20. Maurice Bénard.—Lot No. 67.

21. Maurice Bénard.—Lot No. 68.

The aforesaid five lots form a part of the original subdivision number sixty, range eight, Dubuisson Township.

22. Antonio Martel.—Lot No. 27.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-one, range 8, Dubuisson Township.

23. J. S. McKay.—Lot N° 238.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-et-un, rang 8, canton Dubuison.

J. S. McKay.—Lot N° 168.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang 8, canton Dubuison.

Les deux lots précités seront mis en vente ensemble et l'acquéreur deviendra propriétaire de ces deux lots.

24. Paul-Henri Lacasse.—Lot N° 178.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang 8, canton Dubuison.

25. James Perrigo.—Lot N° 167.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro quatorze, canton Bourlamaque.

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, ce six novembre 1944.

Le secrétaire-trésorier,

7747-46-2-o

H.-A. SOUCY.

Province de Québec.—District de St-François

CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est, par les présentes, donné, par le soussigné, Antonin Deslauriers, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil Municipal, LUNDI, le ONZE DÉCEMBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres, à moins que les dites taxes, intérêts et frais, soient payés avant la vente.

Nom du propriétaire.—Numéro du cadastre.

Alexander, Peter.—Partie du lot 692 pour le quartier Est.

Chamberland, J. S. M.—Partie du lot numéro 38 pour le quartier nord.

Keating, H. J. & McRae, F. E.—Le lot numéro 78 de la subdivision du lot numéro 726, pour le quartier Est.

Rodrigue, Louis.—Partie du lot numéro 729 non subdivisé pour le quartier Est.

Twose, Miss Mary.—Le lot numéro 461 pour le quartier nord.

Twose, Miss Mary.—Le lot numéro 464 pour le quartier nord.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la cité de Sherbrooke.

Donné à Sherbrooke, ce quatorzième jour de novembre 1944.

Le greffier de la cité,

7774-46-2-o

ANT. DESLAURIERS.

23. J. S. McKay.—Lot No. 238.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-one, range 8, Dubuison Township.

J. S. McKay.—Lot No. 168.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-two, range 8, Dubuison Township.

The two above mentioned lots will be put up for sale simultaneously and the purchaser will become the owner of these two lots.

24. Paul Henri Lacasse.—Lot No. 178.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-two, range 8, Dubuison Township.

25. James Perrigo.—Lot No. 167.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number fourteen, Bourlamaque Township.

The sale of the immovables described in the present notice is made subject to the conditions of the emphyteutic leases which may affect the said immovables.

The adjudication price of each of said immovables shall be payable immediately.

Given at Val d'Or, this November sixth, 1944.

H. A. SOUCY,

Secretary-Treasurer.

Province of Quebec.—District of St. Francis

CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given by the undersigned, Antonin Deslauriers, Clerk of the City of Sherbrooke, that the following immoveable property shall be sold by public auction, in the Council Room, on MONDAY, the ELEVENTH day of DECEMBER 1944, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal, school and other taxes, unless the said taxes, with interest and costs, are paid before the sale.

Name of Proprietor.—Cadastral Number.

Alexander, Peter.—Part of lot number 692 for the East Ward.

Chamberland, J. S. M.—Part of lot number 38 for the North Ward.

Keating, H. J. & McRae, F. E.—Lot number 78 of the subdivision of lot number 726 for the East Ward.

Rodrigue, Louis.—Part of lot number 729 unsubdivided for the East Ward.

Twose, Miss Mary.—Lot number 461 for the North Ward.

Twose, Miss Mary.—Lot number 464 for the North Ward.

The above immoveable properties form part of the cadastral plan and book of reference for the City of Sherbrooke.

Given at Sherbrooke, this fourteenth day of November 1944.

ANT. DESLAURIERS,

City Clerk.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 231487. Dame Lauria Gemme, épouse commune en biens de Albert Dupuis, marchand, des cité et district de Montréal, manderesse; vs Albert Dupuis, marchand, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause.

Montréal, le 8 novembre 1944.

Le procureur de la demanderesse,

7746

E. LEITHMAN.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 231487. Dame Lauria Gemme, wife common as to property of Albert Dupuis, merchant, of the City and District of Montreal, plaintiff; vs Albert Dupuis, merchant, of the City and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, November 8th, 1944.

E. LEITHMAN,

Attorney for Plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 231333. Dame Alma Boucher, épouse commune en biens de J. H. Lamy, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs J. H. Lamy, domicilié et résidant dans les cité et district de Montréal, défendeur.

Avis est par les présentes donné que la demanderesse dans la présente cause a institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, le 10 novembre 1944.

Les procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE, PATENAUDE,
7749-0 HÉBERT & TRAHAN.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 231333. Dame Alma Boucher, wife common as to property of J. H. Lamy, residing in the City and District of Montreal, Plaintiff; vs J. H. Lamy, domiciled and residing in the City and District of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that Plaintiff in this case has taken an action in separation as to property against Defendant.

Montreal, November 10th, 1944.

PATENAUDE, PATENAUDE,
HÉBERT & TRAHAN,
7749-0 Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

TIRAGE D'OBLIGATIONS

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI,
COMTÉ DE CHICOUTIMI

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 53, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00:—Nos C-19, 106, 253 et 271.

Les dites obligations seront remboursables le 1er janvier 1945, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-Trésorier,
7750-0 PH. HARVEY.

Avis de la demande du dépôt des plans et devis

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Cie Singer Manufacturing, du village de Thurso, dans le comté de Papineau, se propose de construire un barrage sur le lot 18, Rang 2, Canton de Preston, sur la rivière Poisson Blanc.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Papineau à Papineauville.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

Thurso, 8 novembre 1944.

THE SINGER MANUFACTURING COMPANY.

Le Gérant,
7552-0 P. B. BOURGET.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE DE
ST-BENOIT JOSEPH LABRE (AMQUI)
(COMTÉ DE MATAPÉDIA)

Avis public, est par le présent donné que, conformément aux dispositions du règlement N° 25 de la corporation ci-dessus mentionnée, un tirage au sort a été effectué au bureau de la Commission Municipale de Québec, le 7 courant 1944 et que les obligations ci-après désignées,

Miscellaneous Notices

DRAWING OF BONDS

CORPORATION OF TOWNSHIP CHICOUTIMI,
COUNTY OF CHICOUTIMI

The following bonds, issued under By-law 53, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00:—Nos C-19, 106, 253 and 271.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of January 1945, from which date they shall cease to bear interest.

PH. HARVEY,
7750-0 Secretary-Treasurer.

Notice of application and Deposit of Plan and Specifications

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Water-course Act, that the Singer Manufacturing Company of the village of Thurso in the County of Papineau intends to execute the following work: Build a dam on lot 18, Range 2, Township of Preston, across the Poisson Blanc River.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Papineau at Papineauville, Que.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

Thurso, November 8, 1944.

THE SINGER MANUFACTURING COMPANY.

P. B. BOURGET,
7752-0 Manager.

DRAWING OF BONDS

CORPORATION OF THE VILLAGE OF ST-BENOIT
JOSEPH LABRE (AMQUI)
(COUNTY OF MATAPÉDIA)

Public notice is hereby given that in accordance with the provisions of by-law No. 25, of the mentioned corporation, a drawing by lot was made at the office of the Quebec Municipal Commission, at Quebec, on November 7, 1944, and the following bonds, issued by the said

émises par la dite corporation, sous l'autorité du règlement précité, ont été tirées et seront remboursables le ou à compter du 1er janvier 1945.

Les numéros des obligations sont les suivants:

Dénomination de \$100.00:—No-C-52.

Dénomination de \$1,000.00:—No-M-3, 18.

Les porteurs des obligations ci-dessus désignées, devront le ou après le 1er janvier 1945, présenter et remettre les dites obligations pour paiement (ou les transmettre, par courrier recommandé ou par l'entremise d'une Banque) à la Banque Montréal, à Amqui, avec tous les coupons d'intérêts non échus.

A compter du 1er janvier 1945, les dites obligations cesseront de porter intérêt.

Donné à Amqui, ce onzième jour de novembre 1944.

Le Secrétaire-Trésorier,
J. W. PELLETIER. 7751-o

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Employés du Commerce de Détail d'Arvida", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 septembre 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Arvida, dans le district de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI. 7762-o

PROVINCE DE QUÉBEC

COUR DU BANC DU ROI

(Jurisdiction d'appel)

Règles de pratique

Sur la recommandation du Conseil Général du Barreau de la Province, les juges de la Cour du Banc du Roi (jurisdiction civile d'appel) ont à l'unanimité en la cité de Québec, le trentième jour d'octobre 1944, abrogé la Règle de Pratique 3 et remplacé les Règles actuelles 16, 17, 18 et 19 concernant le "Rôle d'Audience", par les suivantes qui prendront effet et deviendront en vigueur le premier mars prochain (1945), l'application en devant commencer avec les causes des sessions du mois d'avril 1945:

16. Douze jours avant l'ouverture d'une session de la Cour, le greffier doit dresser le rôle de l'audience, ou liste des causes en état d'être entendues et ressortissant à la division de la Cour qui doit siéger.

17. Ne peuvent être mises au rôle de l'audience que les causes dans lesquelles l'appelant et l'intimé ont, chacun, déposé au Greffe de la Cour d'appel, au moins vingt jours avant le premier jour de la session à laquelle l'appel peut être entendu, le mémoire prévu par les articles 1223 et 1223a du Code de procédure civile.

Ne peuvent être également mises au rôle de l'audience que les causes dans lesquelles avis d'audition a été signifié par l'une ou l'autre des parties au moins quinze jours avant le premier jour de la session au cours de laquelle l'appel peut être entendu.

18. Subordonnement aux dispositions de la règle 17 qui précède, et sauf tout droit de priorité reconnu par la loi ou par ordonnance de la Cour, les causes sont portées au rôle d'audience suivant l'ordre de leur inscription en appel.

by-law were drawn and will become payable on first of January 1945.

The numbers of the bonds are the following:

Denomination of \$100.00:—No-C-52.

Denomination of \$1,000.00:—No-M-3, 18.

The holders of the above mentioned bonds shall, on or after January 1, 1945 present for payment and remit said bonds or send same by registered mail or through their Bank of Montreal, Amqui, with all unmatured coupons attached.

On and from January 1, 1945, said bonds shall cease to bear interest.

Given at Amqui, on the 11th of November 1944.

J. W. PELLETIER,
Secretary-Treasurer. 7751-o

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat National des Employés du Commerce de Détail d'Arvida", for the study defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 15th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Arvida, in the district of Chicoutimi.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province. 7762

PROVINCE OF QUEBEC

COURT OF KING'S BENCH

(Appeal Side)

Rules of Practice

On the recommendation of the General Council of the Bar of the Province, the Judges of the Court of King's Bench (Appellate Civil Jurisdiction) at the City of Quebec on the thirtieth day of October, 1944, unanimously repealed Rule 3 of the Rules of Practice, and replaced Rules 16, 17, 18 and 19, relating to "the roll for hearing" by the following, which shall come into force on the first day of March, 1945, and shall apply to cases to be heard during the terms of the Court to be held in the month of April, 1945, and thereafter, to wit:

16. At least twelve days before the opening of a term of the Court, the Clerk shall draw up the roll for hearing or list of the cases ready to be heard and appertaining to the Division of the Court which is about to sit.

17.—The following cases only shall be placed upon the roll for hearing, to wit: cases in which the appellant and the respondent have each filed in the office of the Court the factums required by Articles 1223 and 1223a of the Code of Civil Procedure at least twenty (20) days before the first day of term at which each case is to be heard and in which notice of hearing has been given by one or either of the parties at least fifteen (15) days before the first day of such term.

18. Subject to the provisions of the foregoing Rule 17, and to any right of precedence or privilege recognised by law or by order of the Court, cases shall be placed on the roll for hearing in the order of their inscription on the general roll.

19. Huit jours avant l'ouverture de la session le greffier doit fournir à chaque juge de la Cour et aux avocats qui lui en font la demande, un exemplaire imprimé du rôle de l'audience.

SEVERIN LÉTOURNEAU, J. C.,
ANTONIN GALIPEAULT,
PAUL ST-GERMAIN,
J. C. WALSH,
J.-L. ST-JACQUES,
GREGOR BARCLAY,
J.-NAPOLÉON FRANCOEUR,
AIMÉ MARCHAND,
BERNARD BISSENNETTE,
J.-A. PRÉVOST,
ERROL M. W. McDUGALL,
E. STUART McDUGALL.

7754-o

19. Eight days before the opening of the term the Clerk shall furnish to each Judge of the Court, and to any advocate on request, a printed copy of the roll for hearing.

SEVERIN LÉTOURNEAU, C. J.,
ANTONIN GALIPEAULT,
PAUL ST-GERMAIN,
J. C. WALSH,
J.-L. ST-JACQUES,
GREGOR BARCLAY,
J.-NAPOLÉON FRANCOEUR,
AIMÉ MARCHAND,
BERNARD BISSENNETTE,
J.-A. PRÉVOST,
ERROL M. W. McDUGALL,
E. STUART McDUGALL.

7754-o

Chartes—Abandon de

Avis est par les présentes donné que Malartic Lumber Company Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1938, s'adressera au Procureur Général, et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Malartic, ce 7 novembre 1944.

Le Procureur de Malartic Lumber Co. Ltd,
7755-o JACQUES MIQUELON.

Charters—Surrender of

Notice is hereby given that Malartic Lumber Company Limited, incorporated by Letters Patent, dated November the 14th, 1938, will apply to the Attorney General Department and to the Minister of Municipal Affairs, trade and commerce for leave to surrender its charter.

Malartic, November 7, 1944.

JACQUES MIQUELON,
7755-o Attorney for Malartic Lumber Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Dante Hall Amusement Company Limited" s'adressera à l'Honorable Procureur Général ainsi qu'à l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de la Province de Québec, pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la section 25, de la loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 10 novembre 1944.

Le secrétaire,
7760-o A. PIZZAGALLI.

Notice is hereby given that "Dante Hall Amusement Company Limited" will make application to the Attorney General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of Section 25 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, November 10, 1944.

A. PIZZAGALLI,
Secretary.

LEFEBVRE AUTO PARTS LIMITED

Avis est par les présentes donné que Lefebvre Auto Parts Limited, constituée en corporation par lettres-patentes en date du 24 janvier 1933, s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 15 novembre 1944.

Les Avocats de Lefebvre Auto
Parts Limited,
7777-o TRUDEL & SIMARD.

LEFEBVRE AUTO PARTS LIMITED

Notice is hereby given that Lefebvre Auto Parts Limited, incorporated by Letter Patent dated 24th January 1933, will apply to the Attorney-General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

Montreal, 15th November, 1944.

TRUDEL & SIMARD,
Attorneys for Lefebvre Auto
Parts Limited.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est donné par les présentes que "The School Trustees for the Municipality of Trois-Rivières" demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi déclarant qu'ils ont le pouvoir et l'autorisation de vendre ou aliéner la propriété à eux donnée par feu James Kewley Ward,

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "The School Trustees for the Municipality of Trois Rivières" will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to pass a law declaring that the said School Trustees have the power and authority to sell or alienate the property given to them by the late James Kewley Ward, by Deed of Dona-

par acte de Donation passé devant T. E. Normand, notaire, le 21 septembre, 1870.
Trois-Rivières, le 2 novembre 1944.

Le Procureur des Requérants,
7699-45-4-o LUCIEN COMEAU.

tion passed before T. E. Normand, notary, on the 21st day of September, 1870.

Trois-Rivières, November 2nd 1944.

LUCIEN COMEAU,
7699-45-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que "The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec", une secte protestante, s'adressera à l'Assemblée Législative et au Conseil Législatif de la province de Québec, à leur prochaine session, pour obtenir la passation d'une Loi la constituant en corporation comme un corps ecclésiastique politique et incorporé aux fins d'établir des congrégations dans ladite Province, pour exercer un travail religieux conformément aux principes et croyances de ladite secte, et donner à ladite secte le droit de rédiger des actes d'état civil et garder des registres de ces actes.

La loi qui sera présentée contiendra les privilèges habituellement accordés et les obligations ordinaires requises de ces organisations religieuses.

Daté à Montréal, dans la province de Québec, le vingt-sept octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le procureur des requérants,
HOWARD S. ROSS.
57 ouest, rue St-Jacques, Montréal. 7773-46-4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec, a Protestant denomination, will apply to the Legislative Assembly and the Legislative Council of the Province of Quebec at their next session for an Act incorporating it as an ecclesiastical body politic and corporate with the objects of establishing congregations throughout the said Province to carry on religious work in accordance with the tenets and beliefs of the said denomination and to give the said denomination the right to perform acts of civil status and to keep registers of such acts.

The Bill to be presented will contain the usual privileges granted to, and the usual obligations required of such religious organizations.

Dated at Montreal in the Province of Quebec on October twenty-seventh, one thousand nine hundred and forty-four.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor for the Applicants.
57 St. James Street West, Montreal. 7773-46-4-o

Département de l'Agriculture

AVIS PUBLIC

Concernant la formation d'un cercle agricole dans le comté d'Abitibi.

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté d'Abitibi, sous le nom de "cercle agricole de la paroisse de St-Vital-de-Clermont", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 10 novembre 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
7759-o ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE

Concerning the formation of a Farmers' Club in the County of Abitibi.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the county of Abitibi, under the name of "cercle agricole de la paroisse de St-Vital-de-Clermont", the same being presently incorporated, in conformity with the Farmers' Clubs' Act (R.S.Q. 1941, chap. 118).

Quebec, November 10, 1944.

ADRIEN MORIN,
7759 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 24-44

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 15 novembre 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Bromptonville;

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 24-44

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 15, 1944, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Bromptonville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Bromptonville.

2. La région de Bromptonville comprend la ville de Bromptonville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bromptonville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bromptonville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom, où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 24-H-42 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 10 octobre 1942, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
7775-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 68-44A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 15 novembre 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Plessisville,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Plessisville.

2. La région de Plessisville comprend la municipalité de village de Plessisville.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.55 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Bromptonville.

2. The region of Bromptonville includes the town of Bromptonville.

3. No person shall, within the limits of said region of Bromptonville, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Bromptonville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 24-H-42 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, of October 10, 1942, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
7775-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 68-44A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 15, 1944, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Plessisville,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Plessisville.

2. The region of Plessisville includes the village municipality of Plessisville.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.55 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred

chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Plessisville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous et demi la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Plessisville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Plessisville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à trente-six sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 68-44 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 juin 1944, et entre en vigueur le 1er décembre 1944.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président.
JULES CÔTÉ, commissaire.
GILBERT MACMILLAN, "

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
7776-o de l'Industrie Laitière.

pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Plessisville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and ten and a half cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Plessisville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Plessisville, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-six cents a gallon.

The present order cancels Order No. 68-44 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of June 3, 1944, and comes into force on December 1st, 1944.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr ÉMILE NADEAU, President.
JULES CÔTÉ, Commissioner.
GILBERT MACMILLAN "

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
7776-o Industry Commission.

Département de l'Instruction publique

N° 818-44.

Québec, le 6 novembre 1944.

Demande est faite d'unir les municipalités scolaires de St-Romuald et de Chaudière, pour les contribuables protestants seulement, en vue d'ériger leur territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "la municipalité protestante de Chaudière, dans le comté de Lévis."

Pour le Surintendant,

7722-45-2-o JOS.-A. PAQUET.

N° 75-42

Québec, le 7 novembre 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Wenceslas, comté de Nicolet, les lots 112 à 117 inclusivement du cadastre officiel de St-Wenceslas et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Raphaël d'Aston, même comté.

Pour le Surintendant,

7723-45-2-o JOS.-A. PAQUET.

N° 1327-44.

Québec, le 14 novembre 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Catherine, comté de Portneuf, le territoire de la Ville-du-Lac-St-Joseph, tel qu'érigé par I Édouard VIII, ch. 13 et de former de ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de la Ville-du-Lac-St-Joseph".

Pour le Surintendant,

7761-46-2-o JOS.-A. PAQUET.

Department of Education

No. 818-44.

Quebec, November 6th, 1944.

Application is made to unite the school municipalities of St-Romuald and Chaudière, for the Protestant taxpayers only, with a view to erecting their territory into a separate school municipality, under the name of "The Protestant Municipality of Chaudière, in the county of Lévis."

The Superintendent,

7722-45-2 Per JOS. A. PAQUET.

No. 75-42

Quebec, November 7th, 1944.

Application is made to detach from the school municipality of St-Wenceslas, county of Nicolet, lots 112 to 117 inclusively of the official cadastre of St-Wenceslas and to annex them to the school municipality of St-Raphaël d'Aston, same county.

The Superintendent,

7723-45-2 Per JOS. A. PAQUET.

No. 1327-44.

Quebec, November 14th, 1944.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Catherine, county of Portneuf, the territory of the Town of Lake St. Joseph, as erected by I Edward VIII, ch. 13 and to form the said territory into a separate school municipality under the name of "The school municipality of the Town of Lake St. Joseph".

The Superintendent,

7761-46-2 Per JOS. A. PAQUET.

Département des Terres & Forêts

Department of Lands & Forests

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Northfield
Division d'enregistrement de Gatineau

Avis est par la présente donné que le lot 27b du Rang B est annulé et le lot 27a du même rang est amendé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 octobre 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

7757-o

AVIS

Cadastre officiel du Canton d'Orford
Division d'enregistrement de Sherbrooke

Avis est par la présente donné que les lots 67 et 68 sont annulés et le lot 69 est amendé en vertu des dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 octobre 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

7758-o

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Northfield
Registration Division of Gatineau

Notice is hereby given that lot 27b of Range B is cancelled and lot 27a of same Range is amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 17th, 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

7757-o

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Orford
Registration Division of Sherbrooke

Notice is hereby given that lots 67 and 68 are cancelled and lot 69 is amended in virtue of article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 11th, 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

7758-o

Examen du Barreau—Bar Examination

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT. — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom — Name	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Dubé.....	Jean-Paul.....	21	Matapédia.....	Séminaire de Rimouski, Séminaire de Gaspé & Université d'Ottawa.

Rimouski, le 2 novembre 1944.—Rimouski, November 2, 1944.

[Sceau—Seal]
7701—45-2-o

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent.
LOUIS-JOSEPH GAGNON,
Secretary of the Bar of the Lower Saint-Lawrence.

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Gérard-J. Delage, notaire, demeurant et pratiquant à Beauport, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Henri Delage, en son vivant notaire, de Beauport, district judiciaire de Québec.

Québec, le 16 octobre 1944.

Le Sous-secrétaire de la province,
7515-42-5-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Gérard J. Delage, notary, residing and practising at Beauport, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Henri Delage, in his lifetime a notary, of Beauport, judicial district of Quebec.

Quebec, October 16th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
7515-42-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par Me Joseph-Edouard

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Me Joseph Edouard Jeannotte,

Jeannotte, notaire, demeurant et pratiquant à Côteau-Landing, dans le district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Adhémar Jeannotte, en son vivant, notaire pratiquant à Côteau-Landing, dans le district judiciaire de Montréal, ainsi que ceux de Me Joseph-Huldovique Thisdale, Me Joseph-Émile Dumesnil et de Me Joseph-A. Legris, dont le dit Me Adhémar Jeannotte était le cessionnaire.

Québec, ce 6 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7707-45-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 14 novembre 1944, d'accorder à Me Émile Massicotte, notaire, demeurant à Outremont et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me E.-Henri Laframboise, notaire, en son vivant de Montréal, district judiciaire de Montréal, et de ceux des notaires J.-Arthur Pérodeau, Narcisse Pérodeau, Francis-E. McKenna, W.-H. Cox et Ernest-H. Stuart, dont Me E.-Henri Laframboise était le cessionnaire.

Québec, ce 15 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7778-0 JEAN BRUCHESI.

notary, residing and practising at Côteau-Landing, in the judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Adhémar Jeannotte, in his lifetime, notary, practising at Côteau-Landing, in the judicial district of Montreal, and also of those of Me Joseph-Huldovique Thisdale, Me Joseph-Émile Dumesnil and of Me Joseph A. Legris, whereof the said Me Adhémar Jeannotte was assignee.

Quebec, November 6th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council bearing date November 14th, 1944, to grant to Me Émile Massicotte, notary, residing at Outremont and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me E.-Henri Laframboise, notary, in his lifetime of Montreal, judicial district of Montreal, and those of Notaries J.-Arthur Pérodeau, Narcisse Pérodeau, Francis E. McKenna, W. H. Cox and Ernest H. Stuart, of which Me E.-Henri Laframboise was assignee.

Quebec, November 15th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que certains
Assistant-procureur } propriétaires de biens-
général. } fonds de la paroisse de
Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mill, par leur requête demandent que le territoire qu'ils habitent soit détaché de ladite municipalité et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du village de Crabtree, dans le comté de Joliette;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret N° 4183 du 9 novembre 1944, et conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal de Notre province de Québec, nous avons ordonné et ordonnons que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé partie dans la seigneurie de Saint-Sulpice et partie dans la seigneurie de Lavaltrie, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Crabtree-Mill et comprenant tous les lots de ca-

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS certain prop-
Deputy Attorney } erty owners of the
General. } parish of Sacré-Cœur-de-
Jésus de Crabtree Mill, by their petition, request that the territory they inhabit be detached from the said municipality and erected into a separate municipality under the name of "municipalité du village de Crabtree", in the county of Joliette;

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order No. 4183 of November 9th, 1944, and pursuant to the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We have ordered and do hereby order that the following territory, to wit:

A territory situate partly in the Seigneurie of Saint-Sulpice and partly in the Seigneurie of Lavaltrie, forming actually part of the municipality of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Crabtree-Mill and comprising all the cadastral

dastre et leurs subdivisions, s'il s'en trouve, compris dans les limites suivantes: partant d'un point sur l'axe de la rivière du Lac-Ouareau dans le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 475 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie-Salomé de là, suivant ledit axe de la rivière du Lac-Ouareau jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 189 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul; de là, suivant le dit prolongement et la dite ligne sud-est du lot 189 et les lignes nord-est, sud-est et sud-ouest du lot 177 du dit cadastre de la paroisse de Saint-Paul; de là, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie-Salomé, les lignes sud-est des lots 476 et 475 et la ligne sud-ouest du lot 475 et son prolongement jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites soit détaché de la municipalité de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du village de Crabtree", ladite érection devant prendre effet à compter du premier janvier 1945.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le major-général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce quinzième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
7787-o JEAN BRUCHESI.

lots and their subdivisions, if any, comprised within the following limits: starting at a point on the axis of the Lac-Ouareau river in the prolongation of the Southwest line of lot 475 of the official cadastre of the parish of Sainte-Marie-Salomé, thence, following the said axis of the Lac-Ouareau river to the prolongation of the Southeast line of lot 189 of the official cadastre of the parish of Saint-Paul; thence, following the said prolongation of the said Southeast line of lot 189 and the Northeast, Southeast and Southwest lines of lot 177 of the said cadastre of the parish of Saint-Paul; thence, with reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Marie-Salomé, the Southeast lines of lots 476 and 475 and the Southwest line of lot 475 and its prolongation as far as the point of commencement; the said territory together with the roads, streets, lanes, railway rights-of-way, rivers, watercourses or parts thereof, comprised within the above described limits to be detached from the municipality of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Crabtree and erected into a separate municipality under the name of "municipalité du village de Crabtree", the said erection to take effect from the first of January, 1945.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of November, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-four, and the eighth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
7787 Under Secretary of the Province.

Soumissions

CORPORATION DE LA PAROISSE DE ST-COLOMB DE SILLERY

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le 27 novembre 1944, pour l'achat d'une émission de \$225,000.00 d'obligations (en vertu de règlement N° 199) de la Corporation de la Paroisse de St-Colomb de Sillery, datées du 1er novembre 1944, remboursables en série en 20 ans à 3% avec intérêt semi-annuel, payable le 1er novembre et le 1er mai, et le capital annuellement le 1er novembre de chaque année à la Banque Canadienne Nationale en la cité de Québec et en la cité de Montréal.

Ces obligations seront rachetables au pair à toute échéance d'intérêts sur préavis de pas moins

Tenders

CORPORATION OF THE PARISH OF ST. COLOMB OF SILLERY.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned, up to five o'clock in the afternoon, Monday the twentieth day of November 1944 for the purchase of an issue of \$225,000.00 of bonds (under by-law No. 199) of the Corporation of the Parish of St-Colomb of Sillery, dated from the 1st day of November 1944 and redeemable in series within 20 years of 3% with semi-annual interest payable the 1st of November and the 1st of May and the capital annually the 1st of November of each year, at the Banque Canadienne Nationale, in the City of Quebec and in the City of Montreal.

The said bonds will be redeemed at par at any expiration of interests upon previous notice of not

de trente jours ni plus de soixante jours publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Ces obligations seront émises en dénomination au gré de l'acheteur et pourront être enregistrées quant au capital.

Objet de l'emprunt: Dépenses capitales pour travaux d'aqueduc, d'égout et de Voirie en vertu du Règlement N° 199.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, ce dépôt ne portant pas intérêt.

Toute soumission devra comprendre les intérêts accrus.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue, lundi le vingt-septième jour de novembre 1944, à huit heures de l'après-midi au lieu ordinaire des séances du Conseil, 3 avenue Maguire.

La Corporation se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

Sillery, le 10 novembre 1944.

7753-o Le Secrétaire-Trésorier,
CHARLES LANGLOIS, I.C.

Canada — Province de Québec

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées, "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le quatrième jour de décembre 1944, pour l'achat d'une émission de \$150,000.00 d'obligations de la Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, datées du premier décembre 1944 et remboursables par séries de décembre 1945 à décembre 1964 avec intérêt à 3¼% payable semi-annuellement les premier juin et premier décembre, capital et intérêt payables au bureau principal de la Banque Canadienne-Nationale au Cap-de-la-Madeleine, et aux bureaux de la même Banque aux Trois-Rivières, à Québec et à Montréal, au choix du porteur. Les obligations seront de la dénomination de \$100. et de \$500.00.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de 1% du montant de l'émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette officielle de Québec*. (S.R.Q. 1941, ch. 212).

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue le 4 décembre 1944 à 7 heures P.M. à la Salle municipale.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, 10 novembre 1944.

7756-o Le Greffier,
F. BEAUMIER.

less than 30 days nor more than 60 days published in the *Quebec Official Gazette*.

The said bonds shall be issued in denominations at the option of the purchaser and may be registered as to capital.

Object of the loan: Capital expenses for Streets, Water and Sewers works in virtue of by-law No. 199.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the loan, and such deposit does not bear interest.

Each tender must include accrued interest.

The tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the Council to be held, the twentieth day of November 1944, at eight o'clock in the evening at the usual meeting place of the Council, 3 Maguire Avenue.

The Corporation does not bind itself to accept the highest, nor the lowest nor any of the tenders.

Sillery, November the 10th, 1944.

7753-o CHARLES LANGLOIS, C.E.,
Secretary-Treasurer.

Canada — Province of Quebec

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned until five P.M., Monday, December 4th, 1944, for the purchase of an issue of \$150,000.00 at 3¼% bonds of the Corporation of the City of Cap-de-la-Madeleine, dated December 1st, 1944 and redeemable by series from December 1945 to December 1964 with semi-annual interest on June and December 1st, principal and interest payable at the branch of Banque Canadienne Nationale at Cap-de-la-Madeleine, and its branch offices at Montreal, Quebec and Trois-Rivières. Denomination to be \$100. and \$500.

Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the amount of the issue.

Each tender must stipulate whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

Said bonds may be registered as to principal; they shall be delivered in the shortest possible delay.

Said bonds may be redeemed by anticipation at par, upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days published in the *Quebec Official Gazette* (R.S.Q. 1941, ch. 212).

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held in the Town Hall on December 4th, 1944 at 7 P.M.

The Municipal Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, the 10th day of November 1944.

7756-o F. BEAUMIER,
City-Clerk.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
N° 6596 } JOSEPH GENNAS DESCHE-
NES, d'Amos, versus JO-
SEPH CHARETTE, de Lac Grave, canton
Manneville, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les droits sur le lot de terre numéro dix (10) du Rang neuf (9) du canton Villemontel, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Philomène de Manneville, MARDI le DIX-NEUF DÉCEMBRE 1944, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Cabinet du shérif, J. U. DUMONT.
Amos, 14 novembre 1944. 7764-46-2-o
[Première publication, 18 novembre 1944]

Superior Court.—District of Abitibi
No. 6596 } JOSEPH GENNAS DESCHE-
NES, of Amos; versus JO-
SEPH CHARETTE, of Lake Grave, township
of Manneville, to wit:

As belonging to the defendant, the rights on lot of land number ten (10) of Range nine (9) of the township of Villemontel—with buildings thereon erected circumstances and dependencies—will be sold at the parochial church door of Ste-Philomène de Manneville, on TUESDAY, the NINETEENTH of DECEMBER, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, November 14th, 1944. 7764-46-2
[First publication, November 18th, 1944]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi. } LOUIS-PHILIPPE
N° 11013 } GIRARD, de la
cité de Chicoutimi, demandeur; vs LÉOPOLD
GAGNON et LOUIS-GEORGES GAGNON,
tous deux de St-Honoré, cultivateurs, défendeurs.

Contre les défendeurs:

Tout ce lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-et-sept (n° 67) du neuvième (9) rang, aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Tremblay, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Honoré, MERCREDI, le VINGTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1944, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, 14 novembre 1944. 7765-46-2-o
[Première publication, 18 novembre 1944]

CHICOUTIMI
Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Chicoutimi. } LOUIS-PHILIPPE
No. 11013 } GIRARD, of the
city of Chicoutimi, plaintiff; vs LÉOPOLD
GAGNON and LOUIS-GEORGES GAGNON,
both of St-Honoré, farmers, defendants.

Against the defendants:

All that lot of land known and designated under number sixty-seven (No. 67) of the ninth (9th) range, on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Tremblay—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Honoré, on WEDNESDAY, the TWENTIETH day of the month of DECEMBER, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, November 14th, 1944. 7765-46-2
[First publication, November 18th, 1944]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Joliette.

Canada, } DAME SIMONE PER-
Cour Supérieure, } RAULT, des cité et
Province de Québec, } district de Montréal, épou-
N° 7774 C.S.J. } se séparée de biens de
Lucien Ouimet, chauffeur, du même lieu, et ce
dernier pour autoriser son épouse aux fins des
présentes; et GEORGES DELORME, laitier, du
même lieu, lesdits Georges Delorme et Simone
Perrault, en leur qualité de seuls exécuteurs testa-
mentaires de la succession de Joseph Brouillette,
en son vivant du même lieu, Demandeurs; vs
ALDÈGE BEAUSÉJOUR, de la paroisse de St-
Donat, Comté de Montcalm, district de Joliette.

Un emplacement situé à St-Donat, comté de Montcalm, connu comme étant le lot numéro quarante-sept, de la subdivision du lot numéro vingt-neuf (29-47) du deuxième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton Lussier, avec les bâtisses dessus construites.

JOLIETTE
Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Joliette.

Canada, } DAME SIMONE PER-
Superior Court, } RAULT, of the city
Province of Quebec, } and district of Montreal,
No. 7774 S.C.J. } wife separate as to prop-
erty of Lucien Ouimet, chauffeur, of the same
place, and the latter to authorize his wife for the
purposes hereof; and GEORGES DELORME,
milkman, of the same place, the said Georges
Delorme and Simone Perrault, in their quality of
sole testamentary executors of the estate of
Joseph Brouillette, in his lifetime of the same
place, plaintiffs; vs ALDÈGE BEAUSÉJOUR,
of the parish of St-Donat, county of Montcalm,
district of Joliette.

An emplacement situate at St-Donat, county of Montcalm, known as being lot number forty-seven, of the subdivision of lot number twenty-nine (29-47) of the second range on the official cadastral plan and in the book of reference of the Township of Lussier—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu, à la porte de l'Eglise de la paroisse de St-Donat, le VINGT-ET-UNIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, J.-A. BÉLANGER.
Joliette, le 14 novembre 1944. 7780-46-2-o
[Première publication, 18 novembre 1944]

Fieri Facias de Terris
District de Joliette

Canada, } ZEPHYR LEMIEUX,
Province de Québec, } menuisier et contre-
Cour Supérieure, } maître de la paroisse de
N° 7089 } St-Paul - L'Ermite, dis-
trict de Joliette, demandeur; vs ADRIEN MAS-
SICOTTE des cités et district de Montréal,
défendeur.

Un lot de terre situé dans la paroisse de St-Paul l'Ermite, dans le district de Joliette, connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Paul l'Ermite, sous le numéro cent soixante et un (N° 161) borné en front par le chemin public, en profondeur par la Rivière l'Assomption, d'un côté par le lot du Dr. Picotte, et de l'autre côté par le lot de Zéphyr Lemieux, connu sous le N° 159 des plan et livre de renvoi officiels dudit cadastre.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de St-Paul l'Ermite, le VINGTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, J. A. BÉLANGER.
Joliette, le 8e jour de novembre 1944. 7779-46-2-o
[Première publication, 18 novembre 1944]

KAMOURASKA

Cour Supérieure.—District de Kamouraska
N° 14541

DAME GERTRUDE VAIL-
LANCOURT, ci-devant de
Notre-Dame du Lac, dans le Comté de Témiscouata, et maintenant de Jonquière, dans le Comté de Chicoutimi, épouse en communauté légale de biens de Eugène Bélanger, du dit lieu de Jonquière, mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, laquelle est aux droits comme légataire universelle de feu sa mère, Dame Marie Côté, de son vivant marchande publique, veuve de Joseph Vaillancourt, de son vivant marchand public, de Notre-Dame du Lac, demanderesse; vs MARTIN CÔTÉ, de St-Benoit de Packington, dans le Comté de Témiscouata, défendeur.

Le lot de terre numéro douze (12), du rang sept (7) dans le Canton de Packington, avec les bâtisses y érigées;

Le lot de terre numéro treize (13), du rang sept (7), dans le canton Packington, avec bâtisses y érigées s'il y a.

Pour être vendus MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1944 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la porte de l'église de St-Benoit de Packington.

Le shérif,
Bureau du Shérif, E. A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 17 octobre 1944. 7589-43-2-o
[Première publication, 28 octobre 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } DAME MARIE BLAN-
230476 } CHE VANCHES-
TEING, veuve de Joseph Alcidas Leclerc, de-
manderesse; vs DOMINATEUR VANCHES-

To be sold, at the church door of the parish of St-Donat, on the TWENTY-FIRST day of the month of DECEMBER, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BÉLANGER,
Sheriff's Office,
Joliette, November 14th, 1944. 7780-46-2
[First publication, November 18th, 1944]

Fieri Facias de Terris
District de Joliette

Canada, } ZEPHYR LEMIEUX,
Province of Quebec, } joiner and foreman,
Superior Court, } of the parish of St-Paul-
No. 7089 } L'Ermite, district of Jo-
liette, plaintiff; vs ADRIEN MASSICOTTE, of
the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land situate in the parish of St-Paul l'Ermite, in the district of Joliette, known on the official cadastral plan and in the book of reference of St-Paul l'Ermite, under number one hundred and sixty-one (No. 161), bounded in front by the public road, in depth by the Assomption River, on one side by the lot of Dr. Picotte, and on the other side by the lot of Zéphyr Lemieux, known under No. 159 of the said official cadastral plan and book of reference

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Paul l'Ermite, on the TWENTIETH day of the month of DECEMBER, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BÉLANGER,
Sheriff's Office,
Joliette, 8th day of November, 1944. 7779-46-2
[First publication, November 18th, 1944]

KAMOURASKA

Superior Court.—District of Kamouraska
No. 14541

DAME GERTRUDE VAIL-
LANCOURT, heretofore of
Notre-Dame du Lac, in the county of Témiscouata, and now of Jonquière, in the county of Chicoutimi, wife lawfully common as to property of Eugène Bélanger, of the said place, Jonquière, mis en cause to authorize and assist his said wife, the said wife in her rights of universal legatee of her late mother, Dame Marie Côté, in her lifetime a public merchant, widow of Joseph Vaillancourt, in his lifetime a public merchant, of Notre-Dame du Lac, plaintiff; vs MARTIN CÔTÉ, of St-Benoit de Packington, in the county of Témiscouata, defendant.

The lot of land number twelve (12), of Range seven (7) in the Township of Packington, with the buildings thereon erected;

The lot of land number thirteen (13), of Range seven (7), in the Township of Packington, with buildings thereon erected, if any.

To be sold on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER, 1944, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon, at the church door of St-Benoit de Packington.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, October 17th, 1944. 7589-43-2
[First publication, October 28th, 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } DAME MARIE BLAN-
230476 } CHE VANCHES-
TEING, widow of Joseph Alcidas Leclerc, plaintiff; vs DOMINATEUR VANCHES-

TEING es-qualité de tuteur aux enfants mineurs de feu Joseph Alcidas Leclerc et al, défendeurs es-qualité.

Une terre située dans la paroisse de St-Antoine, dans la deuxième concession, connue et désignée sous le lot numéro cent soixante-trois (163) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine, comté de Verchères, tenant d'un bout à Heliodore Dupont, d'autre bout au chemin public des quarante, d'un côté à Edouard Corbeil, d'un autre côté à Antoine St-Germain, la partie du lot numéro cent soixante-trois susdit, comprise et située du côté sud-est du chemin susdit, appartenant à Stanislas Gaudette, soit environ trois arpents en superficie, étant distraite de la terre sus-désignée et contenant, la terre présentement vendue, une largeur de trois arpents sur une profondeur de vingt-neuf arpents, plus ou moins et avec les bâtisses y érigées; tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse Saint-Antoine de Padoue, comté de Verchères, le TRENTE NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$340 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Louis Cousineau, daté le 24 octobre 1944.

Le shérif,
Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 25 octobre 1944. 7605-43-2-o
[Première publication, 28 octobre 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: { ALBERT BEAUDOIN,
230234 } demandeur; vs SO-
LOMON WEISER et Dame veuve NASTASIA
OSTAFICHIUK, défendeurs.

Comme appartenant à Dame veuve Nastasia Ostafichiuk:

Deux lots de terre situés au coin sud-est de la rue Rouen (autrefois rue Forsythe) et de la rue L'Espérance, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux mille cent quarante-trois et deux mille cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (N° 148-2143 et 2144) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant chaque lot, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 234 à 250 inclusivement, de la dite rue Forsythe (maintenant Nos 2952 à 2968 de la rue Rouen).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-ET-UN DÉCEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$800 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge P.-F. Casgrain, daté le 7 novembre 1944.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 14 novembre 1944. 7766-46-2-o
[Première publication, 18 novembre 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { ALFRED BOISSELLE,
230825 } demandeur; vs GÉ-
RARD LECLERC ET AL, défendeurs es-qua-

TEING, in his quality of tutor to the minor children of the late Joseph Alcidas Leclerc et al, defendants es-qualité.

A farm situate in the parish of St-Antoine, in the second concession, known and designated under lot number one hundred and sixty-three (163) of the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine, county of Verchères, bounded at one end by Heliodore Dupont, at the other end by the public road "des quarante", on one side by Edouard Corbeil, on another side by Antoine St-Germain, the part of lot number one hundred and sixty-three aforesaid, comprised and situate on the Southeast side of the aforesaid road, belonging to Stanislas Gaudette, namely about three arpents in superficial area, being deducted from the aforesaid farm and containing the land presently sold, a width of three arpents by a depth of twenty-nine arpents, more or less and with the buildings thereon erected; as the whole presently subsists with the active or passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Saint-Antoine de Padoue, county of Verchères, on the THIRTIETH of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$340 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated October 24th, 1944.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 25th, 1944. 7605-43-2
[First publication, October 28th, 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: { ALBERT BEAUDOIN,
230234 } plaintiff; vs SOLO-
MON WEISER and Dame Widow NASTASIA
OSTAFICHIUK defendants.

As belonging to Dame Widow Nastasia Ostafichiuk:

Two lots of land situate on the Southeast corner of Rouen street (heretofore Forsythe street) and L'Espérance street, in the city of Montreal, known and designated under numbers two thousand one hundred and forty-three and two thousand one hundred and forty-four of the official subdivision of lot number one hundred and forty-eight (No. 148-2143 and 2144) of the official plan and in the book of reference of the incorporated Village of Hochelaga, each lot measuring twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 234 to 250 inclusively, of said Forsythe street (now Nos. 2952 to 2968 Rouen street).

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$800 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice P. F. Casgrain, dated November 7th, 1944.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 14, 1944. 7766-46-2
[First publication, November 18th, 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { ALFRED BOISSELLE,
230825 } plaintiff; vs GÉ-
RARD LECLERC ET AL, defendants es-qua-

lité et DOMINATEUR VANCHESTEING, es-qualité de tuteur aux enfants mineurs de feu Joseph Alcidas Leclerc, aussi défendeur es-qualité.

"Une terre située sur la première concession de la Paroisse de St-Antoine, de la contenance de un arpent et demi de largeur sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins, bornée en front à la Rivière Richelieu, en profondeur au trait carré, entre les terres de la première et celles de la seconde concession de la paroisse de St-Antoine, joignant et ayant joint d'un côté Ignace Archambault et de l'autre côté, Napoléon Langevin ou représentants, avec les bâtisses dessus érigées; ladite terre est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre de ladite paroisse de St-Antoine comme étant les lots Nos 74, et partie 77, partie 78, moins les emplacements déjà vendus."

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Antoine de Padoue, comté de Verchères, le VINGT-ET-UN DÉCEMBRE prochain à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$815. sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Louis Cousineau, daté le 14 novembre 1944.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Montréal, 14 novembre 1944. L.-P. CAISSE.
[Première publication, 18 novembre 1944] 7767-46-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } STAR FINANCE COR-
N° 227993 } PORATION, corps po-
litique et incorporé ayant ses principal bureau
et place d'affaires en les cité et district de Mont-
réal, demanderesse; vs DAME ALBERTINE
LÉONARD, veuve non remariée de Olidas Guy,
défenderesse.

"Une terre sise et située à la Côte St-Léonard, dans la paroisse de St-Léonard de Port Maurice, district de Montréal, connue et désignée sous le numéro quatre cent trente-et-un (431) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, borné en front par le Chemin Public en profondeur par les lots 432, 433, d'un côté par le lot 430 et de l'autre côté par le lot 434, avec toutes les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUX DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Montréal, 15 novembre 1944. L.-P. CAISSE.
[Première publication, 18 novembre 1944] 7783-46-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } DAME LAITITIA BÉ-
N° 230187 } LANGER, veuve de
feu Georges Gagnon, demandeur; vs DAME
DORA LITOFISKY, veuve de feu Philip
Cohen, défendeur.

Un emplacement étant le coin nord-est de la rue Cadieux et de la ruelle Guilbault dans le quartier Laurier de la cité de Montréal, contenant cinquante-deux pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro cent trente-huit du lot originaire numéro cent trente-sept (137-138) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, avec

lité et DOMINATEUR VANCHESTEING, es-qualité of tutor to the minor children of the late Joseph Alcidas Leclerc, also defendant es-qualité.

"A farm situate in the first concession of the Parish of St-Antoine, measuring one arpent and one half in width by forty arpents in depth, more or less, bounded in front by the Richelieu River, in depth by the "trait carré", between the lands of the first and those of the second concession of the Parish of St-Antoine, adjoining and having adjoined on one side Ignace Archambault and on the other side, Napoléon Langevin or representatives — with the buildings thereon erected; the said farm is known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said Parish of St-Antoine, as being lots Nos. 74, and part 77, part 78, less the emplacements already sold."

To be sold, at the parochial church door of the parish of Saint-Antoine de Padoue, county of Verchères, on the TWENTY-FIRST of DECEMBER next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$815. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated November 14th, 1944.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, November 14th, 1944. Sheriff.
[First publication, November 18th, 1944] 7767-46-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } STAR FINANCE COR-
No. 227993 } PORATION, a body
politic and corporate, having its head office and
place of business in the city and district of
Montreal, plaintiff; vs DAME ALBERTINE
LÉONARD, unmarried widow of Olidas Guy,
defendant.

"A farm being and situate at "Côte St-Léonard" in the parish of St-Léonard de Port-Maurice, in the district of Montreal, known and designated under number four hundred and thirty-one (431) of the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe; bounded in front by the public highway, on the depth by lots 432, 433, on one side by lot 430 and on the other side by lot 434—with all the buildings thereon erected."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, November 15th, 1944. Sheriff.
[First publication, November 18th, 1944] 7783-46-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } DAME LAITITIA BÉ-
No. 230187 } LANGER, widow of
the late Georges Gagnon, plaintiff; vs DAME
DORA LITOFISKY, widow of the late Philip
Cohen, defendant.

An emplacement being the North East corner of Cadieux Street and Guilbault Lane in the Laurier Ward of the City of Montreal, containing fifty-two feet six inches in depth, English measure, more or less, and known and designated as subdivision lot number one hundred and thirty-eight of original lot number one hundred and thirty-seven (137-138) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village

toutes les bâtisses dessus érigées, portant autrefois les numéros civiques 1569 à 1575 de la rue Cadieux et maintenant les numéros 4521, 4523, 4525 et 4527 de ladite rue Cadieux et 10 de la ruelle Varennes.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UN DÉCEMBRE prochain à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
Bureau du shérif,
Montréal, 15 novembre 1944. 7781-46-2
[Première publication, 18 novembre 1944]

Fieri Facias de Terris

C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: } JOSEPH-P. MOREAU,
N° 230345 } es-qualité, Demandeur;
vs DAME MARIE-STÉPHANIE LÉGARE,
veuve non remariée de feu Joseph Deguire, Défenderesse.

"Un emplacement ayant front sur le Chemin de la Côte des Neiges, en la Cité de Montréal, connu et désigné comme le lot lettre "D" de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent dix-huit aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte des Neiges, avec les maisons et autres bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 6212 du Chemin de la Côte des Neiges."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUX DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$900.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge L. Cousineau, en date du 15 novembre 1944.

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
Bureau du shérif,
Montréal, 15 novembre 1944. 7782-46-2-o
[Première publication, 18 novembre 1944]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } PAUL LOCKWELL &
N° 48,211 } CAMILLE LOCKWELL,
agents d'immeubles, et domiciliés dans la Cité de Québec; contre PAUL BOURBEAU, militaire, autrefois de Valcartier, P.Q., maintenant de domicile inconnu, à savoir:

Les subdivisions 315 et 316 (trois cent quinze et trois cent seize) du lot N° 435 (quatre cent trente-cinq) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la Cité de Québec, étant des emplacements situés à St-François d'Assise, mesurant chacune 25 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, contenant chacune en superficie 2,000 pieds, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L. LAPIERRE.
Bureau du Shérif,
Québec, 31 octobre 1944. 7650-44-2-o
[Première publication, 4 novembre 1944]
[Deuxième publication, 18 novembre 1944]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada, }
Province de Québec, } OVILA TREMBLAY,
District de Roberval, } de St-Fidèle, comté
Cour Supérieure, } de Charlevoix, cultiva-
N° 6492 } teur, demandeur; vs
St-Eugène de Mistassini, comté de Roberval, }
défendeur. } RENÉ DALLAIRE, de

of Côte St. Louis, with all the buildings thereon erected, bearing formerly civic numbers 1569 to 1575 of Cadieux Street and now numbers 4521, 4523, 4525 and 4527 of said Cadieux street and 10 de Varennes Lane.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER next at THREE o'clock in the afternoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, November 15th, 1944. 7781-46-2-o
[First publication, November 18th, 1944]

Fieri Facias de Terris

S.C. District of Montreal

Montreal, to wit: } JOSEPH P. MOREAU,
No. 230345 } es-qualité, plaintiff; vs
DAME MARIE-STÉPHANIE LÉGARE, un-
remarried widow of the late Joseph Deguire, defendant.

"An emplacement fronting on Côte des Neiges Road, in the city of Montreal, known and designated as lot letter "D" of the official subdivision of the original lot number one hundred and eighteen, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte des Neiges—with the houses and other buildings thereon erected, bearing civic number 6212 of Côte des Neiges Road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$900. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice L. Cousineau, dated November 15th, 1944.

L. P. CAISSE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, November 15th, 1944. 7782-46-2
[First publication, November 18th, 1944]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: } PAUL LOCKWELL &
No. 48,211 } CAMILLE LOCKWELL,
real estate agents, and domiciled in the city of Québec; against PAUL BOURBEAU, a soldier, heretofore of Valcartier, P.Q., now of parts unknown, to wit:

Subdivisions 315 and 316 (three hundred and fifteen and three hundred and sixteen) of lot No. 435 (four hundred and thirty-five) of the official cadastre for Saint Roch North, now Limoilou Ward, of the city of Québec, being emplacements situate at St-François d'Assise, each measuring 25 feet in width by 80 feet in depth, each containing a superficial area of 2,000 feet, English measure, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Québec, on the NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, October 31, 1944. 7650-44-2
[First publication, November 4, 1944]
[Second publication, November 18, 1944]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada, }
Province of Québec, } OVILA TREMBLAY,
District of Roberval, } of St-Fidèle, county
Superior Court, } of Charlevoix, farmer,
No. 6492 } plaintiff; vs
St-Eugène de Mistassini, county of Roberval, }
defendant. } RENÉ DALLAIRE, of St-Eu-

Comme appartenant au défendeur:

"Les vingt-cinq arpents nord-est du lot numéro quarante-trois du troisième rang du canton Pelletier suivant le cadastre officiel pour le dit canton; avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendance; le tout tel qu'actuellement possédé par René Dallaire.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Eugène de Mistassini, Comté et district de Roberval, MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent quarante-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Roberval, ce 23 octobre 1944. A. LACOMBE.
[Première publication, 28 octobre 1944] 7590-43-2-o

As belonging to the defendant:

"The twenty-five Northeast arpents of lot number forty-three, in the third range of the township of Pelletier, according to the official cadastre for said township—with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies; the whole as actually owned by René Dallaire.

To be sold at the church door of the parish of St-Eugène de Mistassini, county and district of Roberval, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and forty-four, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, A. LACOMBE,
Roberval, October 23rd, 1944. Sheriff.
[First publication, October 28th, 1944] 7590-43-2

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4267

Québec, le 14 novembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une modification au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe, à l'effet de modifier le décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 8 juillet 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que les augmentations de salaire proposées dans ladite requête ont été approuvées par le Conseil régional du travail, à sa séance du 6 juin 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 2683 soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"V.—Dispositions relatives aux barbiers-coiffeurs pour hommes:—Salaires minima:—a.—Le salaire minimum pour le temps régulier est, pour les barbiers et coiffeurs pour hommes:

1.—Dans la zone I, de \$20.00 par semaine plus 50% de toutes recettes brutes au-dessus de \$25.00;

2.—Dans la zone II, de \$20.00 par semaine plus 50% de toutes recettes brutes au-dessus de \$25.00;

3.—Dans la zone III, de \$19.00 par semaine plus 50% de toutes recettes brutes au-dessus de \$25.00;

4.—Dans la zone IV, de \$15.00 par semaine plus 50% de toutes recettes brutes au-dessus de \$22.00;

Orders-in-Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 4267

Quebec, November 14, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification to the decree relating to the barber and hairdresser trades in St. Hyacinthe District.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), a petition has been presented to the Minister of Labour by the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of St-Hyacinthe to modify Decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in St. Hyacinthe district;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on July 8, 1944;

Whereas no objection has been set forth against its approval;

Whereas the increases in wages proposed in the said request have been approved by the Regional War Labour Board at its meeting of June 6, 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said decree number 2683 be amended in the following manner:

Subsection "a" of section V is replaced by the following:

"V.—Provisions respecting barbers, hairdressers for men:—Minimum wages:—a.—The minimum wages for regular time shall be the following for barbers and hairdressers for men:

1.—In zone I, \$20.00 per week plus 50% on all gross receipts over \$25.00;

2.—In zone II, \$20.00 per week plus 50% on all gross receipts over \$25.00;

3.—In zone III, \$19.00 per week plus 50% on all gross receipts over \$25.00;

4.—In zone IV, \$15.00 per week plus 50% on all gross receipts exceeding \$22.00;

5.—Dans les zones V, VI, VII et VIII, de \$12.00 par semaine."

A. MORISSET,
7785-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

Numéro 4269

Québec, le 14 novembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative à l'industrie de la broderie dans l'Île de Montréal et un rayon de 10 milles de ses limites.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Pleating & Embroidery Manufacturers Association, Inc.";

Et, D'AUTRE PART:

"The International Ladies' Garment Workers Union" et "The Embroidery Pleaters, Stitchers and Button-Makers Union", local N° 315, "I.L.G.W.U.";

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 30 septembre 1944;

Attendu que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les dispositions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a approuvé les dispositions de ladite requête relatives au mode de rémunération du travail supplémentaire, par décision rendue à sa séance du 21 septembre 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 30 septembre 1944.

I.—*Jurisdiction territoriale*.—Le présent décret s'applique à l'Île de Montréal et au territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

II.—*Jurisdiction industrielle*.—Le présent décret régit l'industrie de la broderie, comprenant les opérations suivantes: perlage au crochet, étampage, plissage à l'aiguille, exécution de remplis, de plissés, de points en zigzag, d'ourlets à jour, de boutonniers, de boucles et boutons recouverts de tissu, la fabrication de nouveautés et tout travail de couture résultant des opérations précitées, le tout pour fins d'ornement ou d'utilité, devant s'appliquer en entier ou en partie,

5.—In zones V, VI, VII and VIII, \$12.00 per week."

A. MORISSET,
7785-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4269

Quebec, November 14, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and the territory comprised within a radius of ten (10) miles from its limits.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the contracting parties mentioned hereinafter have presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Pleating & Embroidery Manufacturers Association, Inc.;

And, ON THE OTHER PART:

The International Ladies' Garment Workers Union, and The Embroidery Pleaters, Stitchers and Button-Makers Union, local 315, I.L.G.W.U.;

for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, on September 30, 1944;

Whereas the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishment of conditions of work in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas, as regards the publication of notices, the provisions of the Act have been duly observed;

Whereas no objection has been set forth against its approval;

Whereas the Regional War Labour Board for Quebec has approved the provisions of the said request relating to the mode of remuneration of overtime work, by a decision rendered at its meeting of September 21, 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said request be accepted, in conformity with the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on September 30, 1944.

I.—*Territorial jurisdiction*.—The present decree applies to the Island of Montreal and to the territory comprised within a radius of ten (10) miles from its limits.

II.—*Industrial jurisdiction*.—The present decree applies to the industry of embroidering, consisting in the following operations: crochet-beading, stamping, shirring, tucking, pleating, zigzag stitching, hemstitching, buttonhole making, making of textile-covered buttons and textile-covered buckles, the making of nolvies and all work done by any or all of the foregoing operations, the whole for ornamental or utilitarian purposes, to be entirely or partly, or in any

ou de toute manière, à la production de robes, manteaux, costumes, chapeaux, jupes, blouses, sacs et sacoches pour dames, que ce travail constitue une industrie principale ou un auxiliaire ou accessoire à une autre industrie.

Le présent décret ne régit pas le métier de la broderie suisse.

III.—*Définition des métiers*:—a.—Le terme "mécanicien bonnaz" désigne toute personne qui voit au fonctionnement des différentes machines à broder à alimentation universelle ou à pédale, qui contrôle ou dirige les mouvements de telles machines dans différentes directions et produit une variété de points et d'effets différents au moyen d'un dispositif changeable.

b.—Le terme "perleur au crochet" désigne toute personne qui peut poser des perles au crochet à la main, ou qui, de toute manière semblable, au moyen d'un crochet, peut crocheter tout autre article de nouveauté.

c.—Le terme "mécanicien de machine spéciale" désigne toute personne qui voit au fonctionnement d'une ou de plusieurs des machines suivantes: zigzag, ourlet à jour, remplis, plissage à l'aiguille, et autres machines à nouveautés qui sont utilisées ou pourraient devenir en usage dans cette industrie.

d.—Le terme "plisseur et faiseur de patrons" désigne toute personne qui fait les patrons, qui peut voir au fonctionnement d'une machine à plisser et qui est capable d'en changer les différents accessoires et dispositifs.

e.—Le terme "assistant-plisseur" désigne toute personne qui assiste le plisseur et faiseur de patrons ou qui fait du travail général dans le département du plissage.

f.—Le terme "faiseur de boucles et de boutons recouverts" désigne toute personne qui voit au fonctionnement d'une machine à recouvrir les boutons et les boucles actionnée par les mains ou les pieds.

g.—Le terme "étampeur" désigne toute personne qui peut faire seule, l'étampage, soit au procédé sec ou humide (poudre ou pâte), sur tous genres de matériels et en distinguant l'endroit de l'envers, ainsi qu'ajuster les patrons aux différentes grandeurs. Cependant, l'étampeur n'est pas tenu de faire ses propres patrons, ni de préparer ou d'appréter aucun travail à être exécuté subséquemment.

h.—Le terme "employé général" désigne toute personne qui pratique le métier depuis un an et demi (1½) ou plus et exécute, entièrement ou partiellement, les travaux suivants: nettoyage, pressage, épinglage, découpage des appliques, posage des pierres du Rhin ou autres garnitures de métal et tout travail d'aide général.

i.—Le terme "brodeur à la main" désigne toute personne qui peut broder avec une aiguille ordinaire et suivre les patrons, utilisant tout matériel applicable avec une telle aiguille.

IV.—*Taux minima pour travail à la semaine*:—a.—Les salariés ci-dessous énumérés ont droit aux taux de salaires minima suivants basés sur une semaine de travail:

	Par semaine
Mécaniciens "bonnaz".....	\$38.45
Plisseurs et faiseurs de patrons.....	22.84
Perleurs au crochet.....	15.57
Étampeurs.....	16.61
Mécaniciens de machines spéciales.....	16.61
Brodeurs à la main.....	12.98
Employés généraux.....	12.98
Assistants-plisseurs.....	12.98
Faiseurs de boucles et boutons recouverts.....	12.98

manner, applied to the production of dresses, cloaks, suits, hats, skirts, blouses, handbags and purses for ladies, whether such work constitutes a main industry or one that is subsidiary or incidental to another industry.

The present decree does not govern the craft of Swiss Embroidering.

III.—*Definition of crafts*:—a.—The words "bonnaz operator" mean one who operates various embroidery machines by universal feed or pedal, who controls or directs movements of such machines in various directions and produces a variety of different stitches and effects by means of a changeable attachment.

b.—The words "crochet beader" mean any person who can crochet beads by hand, or in a similar manner by means of a crochet hook, can crochet any other novelty item.

c.—The words "special machine operator" mean any person who operates either one or more of the following machines: zigzag, hemstitching, tucking, shirring, and other novelty machines which may now or hereafter be used in the present industry.

d.—The words "pleater and pattern-maker" mean any person who makes patterns and knows how to operate a pleating machine and is able to change its various accessories and attachments.

e.—The words "pleater's assistant" mean any person who assists the pleater and pattern-maker or who does general work in a pleating department.

f.—The words "covered button and buckle maker" mean any person who operates either a hand or foot press button and buckle covering machine.

g.—The word "stamper" means any person who is able, unassisted, to stamp with dry or wet stamping (viz: powder or paste) on all types of material and is able to distinguish the right side from the left side of same, and to adjust patterns to various sizes but who does not have to make his or her own patterns nor prepare or make ready work for any subsequent operation.

h.—The words "floor help" mean any person who is in the trade for one year and a half (1½) or more and who does the following operations in whole or part, such as cleaning, pressing, pinning, appliqué cutting, rhinestones and metal spots and other floor help.

i.—The words "hand embroidery worker" mean any person who can embroider by means of ordinary needle and follow patterns with any material that may be put on by means of such needle.

IV.—*Minimum wages for week work*:—a.—The following workers or employees shall work for the following weekly minimum rates of wages:

	Per week
Bonnaz Operators.....	\$38.45
Pleaters and Pattern-Makers.....	22.84
Crochet Beaders.....	15.57
Stamper.....	16.61
Special Machine Operators.....	16.61
Hand Embroidery Workers.....	12.98
Floor Help.....	12.98
Pleater's Assistant.....	12.98
Covered Button and Buckle Makers.....	12.98

b.—*Réduction des salaires*:—Il n'est pas permis de réduire les salaires des salariés dont le taux de salaire est actuellement plus élevé que le minimum ci-dessus mentionné.

V.—*Heures de travail*:—La semaine de travail est de quarante-quatre (44) heures divisée en cinq jours et demi (5½) de travail, du lundi au samedi midi de chaque semaine, comme suit: Du lundi au vendredi inclusivement, le travail commence à 8.00 a.m. et se poursuit jusqu'à 5.00 p.m. avec interruption d'une (1) heure pour le dîner, de midi à 1.00 p.m. Le samedi, le travail commence à 8.00 a.m. et se poursuit jusqu'à midi. Aucun travail ne doit être effectué le samedi après-midi.

VI.—*Travail supplémentaire*:—a.—Pas plus de huit heures de travail supplémentaire ne sont permises dans la même semaine ou plus de deux heures par jour, les quatre (4) premiers jours de travail de la semaine.

b.—Aucun travail supplémentaire n'est permis les vendredis et samedis.

c.—Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

d.—Durant la saison active, il peut être fait quatre (4) heures additionnelles de travail supplémentaire, le samedi après-midi seulement, rémunérées au taux de salaire et demi. Tout autre travail supplémentaire est interdit.

a.—Sauf les samedis, lorsqu'un salarié arrive à son travail après 8.15 a.m., le temps ainsi perdu à compter de 8.00 a.m. est déduit des heures supplémentaires faites ce jour-là. Le maximum du temps ainsi déductible ne doit jamais excéder une heure par journée.

VII.—*Minimum de quatre heures de travail continu*:—Quand un salarié est appelé au travail, il a droit à un minimum de quatre (4) heures de travail continu ou à son équivalent en salaire.

VIII.—*Contrats individuels*:—Nul employeur ne peut contracter individuellement avec un ou des salariés régis par le présent décret, ni exiger ou accepter des dépôts en argent ou autres garanties de cessions salariés.

IX.—*Employeurs et salariés*:—Tout employeur, dessinateur ou contremaître personnellement engagé dans un travail ordinairement effectué par un salarié, tel que défini dans le présent décret, est considéré comme un salarié pour les fins de ce décret et il est sujet aux dispositions de ladite Loi et dudit décret.

X.—*Travail à domicile*:—Tout travail à domicile est interdit, excepté les travaux de broderie à la main et du perlage au crochet qui peuvent être exécutés à domicile. Dans de tels cas, les conditions ci-après décrites doivent être observées:

a.—Tout employeur, entrepreneur, sous-entrepreneur ou toute autre personne qui fait exécuter un des travaux susdits à domicile doit, dans un délai de trois (3) jours, transmettre au Comité paritaire ses nom et adresse ainsi que le nom et l'adresse des salariés à qui il donne tel travail; il doit également faire rapport des taux de salaire payables pour tel travail et le nombre d'heures effectuées par le salarié à cet effet.

b.—Tout autre renseignement requis par le Comité paritaire en rapport avec tel travail doit également être fourni par chaque salarié travaillant à domicile, employeur, entrepreneur ou sous-entrepreneur, sur demande.

c.—Tous les salariés travaillant à domicile doivent également transmettre au Comité paritaire leurs noms, adresses et leurs taux de salaire.

b.—*Prohibition to reduce wages*:—In any event, it shall be forbidden to reduce the wages of employees presently receiving a higher rate of pay than the aforesaid minimum.

V.—*Working hours*:—A week's work shall consist of forty-four (44) hours divisible into five and one half (5½) working-days, from Monday to Saturday noon of each week, as follows: From Monday to Friday inclusive, work shall begin at 8.00 a.m. and shall continue until 5.00 p.m., with an interval of one (1) hour for lunch from noon, to 1.00 p.m.; on Saturday, work shall begin at 8.00 a.m. and shall continue until 12.00 (noon). No work shall be done on Saturday afternoon.

VI.—*Overtime*:—a.—Not more than eight (8) hours overtime shall be permitted in any one week or more than two (2) hours in any one day, the first four (4) working days in the week.

b.—No overtime shall be permitted on Friday and Saturday.

c.—All overtime work shall be paid at the rate of time and one half.

d.—During the busy season, four (4) hours additional overtime may be worked, on Saturday afternoon only, and shall be paid for at the rate of time-and-one-half. All other overtime work is prohibited.

e.—Except on Saturdays, whenever on any day an employee reports for work after 8.15 a.m., the time thus lost as of 8.00 a.m. shall be deducted from the overtime during such day.

The maximum time thus deductible shall in no instance exceed one hour in any one day.

VII.—*Minimum four hours' continuous work*:—A worker when called in to work, shall be entitled to a minimum of four (4) hours' continuous work or payment therefore.

VIII.—*Individual contracts*:—No employer shall make any individual contracts with any employee falling within the scope of the present decree nor exact or accept any cash deposits or other securities from any such employee.

IX.—*Employers and employees*:—Every employer, designer or foreman personally engaged in doing any work ordinarily done by any employee, as defined in the present decree, shall be deemed to be an employee, for the purpose of this decree, and shall be bound by the provisions of the said Act and of the present decree.

X.—*Home work*:—All home work is prohibited except hand embroidery work and crochet-beading which may be done at home, but only under the following conditions:

a.—Every employer or contractor or entrepreneur, sub-contractor, or other person who gives any of the aforesaid work to be done at home must (within three (3) days) register with the Parity Committee the name and address of himself and of all the persons to whom he gives such work, and must likewise, register the rates of pay, payable for such work and the number of hours occupied by the employee for such work.

b.—All other information required by the Parity Committee in connection with such work must likewise be furnished by each home worker, employer, contractor or sub-contractor, upon request.

c.—All home workers must likewise register with the Parity Committee their names, addresses and rates of pay.

d.—Tous les salariés travaillant à domicile sont rémunérés sur une base de travail à la pièce et le prix de chaque unité de travail doit d'abord être déterminé par le Comité paritaire sur demande de l'employeur, de l'entrepreneur ou sous-entrepreneur.

Tels taux de travail à la pièce doivent être calculés sur une base portant la rémunération de l'employé à 80% du salaire minimum de la semaine de travail fixé dans le présent décret pour les métiers respectifs.

XI.—Apprentis:—a.—A l'exception des "mécaniciens bonnaz", nul atelier ne peut employer un nombre d'apprentis dépassant 15% du nombre total des salariés.

b.—Après un an et demi (1½) dans le métier, en apprenti employé général sera promu à la classe d'employé général qualifié.

c.—Un apprenti employé général commence à \$8.30 par semaine et doit recevoir une augmentation de \$1.56 par semaine tous les six mois jusqu'à ce qu'il soit qualifié.

d.—Un apprenti "mécanicien de machine spéciale" ou apprenti "étampeur" sera promu, en deux ans et demi (2½) dans la classe de "mécanicien de machine" ou "d'étampeur" qualifié. Un apprenti "mécanicien de machine spéciale" ou un apprenti "étampeur" commence à \$8.30 par semaine et doit recevoir une augmentation tous les six (6) mois au taux de \$1.56 par semaine jusqu'à ce qu'il soit promu comme "mécanicien de machine" ou "étampeur" qualifié, alors qu'il doit recevoir une augmentation de \$2.08 par semaine.

e.—Aucun apprenti ne doit être employé dans la section des "mécaniciens bonnaz" à moins que l'employeur ait à son emploi au moins cinq (5) "mécaniciens bonnaz" qualifiés.

f.—Un apprenti "mécanicien bonnaz" est un salarié qui apprend à travailler sur une machine "bonnaz". Il sera promu comme "mécanicien bonnaz" qualifié après quatre (4) ans d'apprentissage. Un apprenti "mécanicien bonnaz" doit recevoir des augmentations de salaire comme suit:

Par semaine

1er semestre.....	\$8.30
2ème semestre.....	11.42
3ème semestre.....	14.53
4ème semestre.....	16.61
5ème semestre.....	18.68
6ème semestre.....	21.80
7ème semestre.....	24.91
8ème semestre.....	27.95

Après quarante-huit (48) mois, un "mécanicien bonnaz" doit subir un examen. Si le comité paritaire lui accorde une carte de compétence, il a droit au salaire d'un "mécanicien bonnaz" qualifié tel que stipulé dans le présent décret.

XII.—Jours de congé:—Nul travail n'est permis les jours de congé suivants:

Le jour de Noël, le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la St-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération) et la fête du Travail.

XIII.—Horloge enregistreuse:—Tout employeur doit avoir dans son atelier une horloge enregistreuse sur laquelle tous les salariés enregistrent leurs heures de travail.

XIV.—Mécaniciens "bonnaz":—Clause re: incapacité:—Des taux spéciaux peuvent être fixés pour les mécaniciens "bonnaz" qui ne peuvent pas travailler sur les machines à broder suivantes, (alimentation universelle): point de chaîne, cordon et ganseur et dont la production est en dessous de la moyenne.

d.—All home workers must work on a piece-work basis and the price for each unit of work, must first be determined by the Parity Committee on an application to such effect by the employer, contractor or sub-contractor.

Such piece-work rates shall be calculated upon the basis to yield the home worker remuneration equal to 80% of the minimum wages for week work as fixed in the present decree for the respective crafts.

XI.—Apprentices:—a.—With the exception of Bonnaz operators, not more than fifteen per cent (15%) apprentices to workers shall be permitted in any one shop.

b.—After one year and a half (1½) in the trade, an apprentice floor helper shall be graduated into the class of a full-skilled floor helper.

c.—An apprentice floor-helper shall begin at \$8.30 per week and be increased \$1.56 per week every six months until graduation.

d.—An apprentice machine operator or apprentice stamper shall be graduated in two-and-one-half (2½) years into the class of full-skilled machine operator or stamper. An apprentice machine operator or apprentice stamper shall begin at \$8.30 per week and shall be increased every six (6) months at the rate of \$1.56 per week until graduation into the craft or full-skilled machine operator or stamper, when he shall receive an increase of \$2.08 per week.

e.—No apprentice may be employed in any Bonnaz Department unless the employer has in his employment at least five (5) full-skilled Bonnaz operators.

f.—An apprentice Bonnaz operator is one who is a beginner at the Bonnaz machine and shall be graduated in four (4) years into a full-skilled Bonnaz operator. An apprentice Bonnaz operator shall be increased in salary, as follows:

First six months.....	\$ 8.30
After six months.....	11.42
" twelve months.....	14.53
" eighteen months.....	16.61
" twenty-four months.....	18.68
" thirty months.....	21.80
" thirty-six months.....	24.91
" forty-two months.....	27.95

After forty-eight (48) months, a Bonnaz operator shall be examined as to competency and if granted competency card, he or she shall be entitled to the full scale for Bonnaz operators, as stipulated in the present decree.

XII.—Holidays:—No work shall be permitted on the following holidays:

Christmas Day, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Labour Day.

XIII.—Punch clock:—Every employer shall maintain a punch or time clock in factory on which all employees shall record their working hours.

XIV.—Bonnaz operators.—Deficiency clause:—Special rates may be fixed for Bonnaz operators who cannot operate at least the following universal feed embroidery machines; the chain-stitch; cording and braiding machines and whose work is under normal.

XV.—Le Comité paritaire qui sera chargé de surveiller l'application du présent décret devra, sur demande, rencontrer la Commission conjointe pour l'industrie de la robe, chargée de surveiller l'application du décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, afin de régulariser la méthode et la manière de préparer les rapports et le contrôle des juridictions respectives.

Subséquentement, les deux comités peuvent demander conjointement à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, l'approbation d'un arrêté ministériel ratifiant leur décision sur cette question.

XVI.—*Durée du décret*.—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1945. Il se renouvellera automatiquement chaque année, par la suite, à moins qu'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention de l'abroger, au moins trente (30) jours avant son expiration ou avant la date d'un renouvellement annuel.

A. MORISSET,

7786-o

Greffier du Conseil Exécutif.

XV.—The Parity Committee that will be charged with the supervision of the application of the present decree shall, upon request, meet with the Joint Commission for the Dress Industry, charged with the supervision of the application of decree number 3519, of September 24, 1940 in order to regulate the method and manner of making reports and the supervision of the respective jurisdictions.

Both Committees may thereupon jointly apply to His Excellency the Lieutenant-Governor in Council and request the approval of an order-in-council enforcing the agreement reached between them.

XVI.—*Duration of the decree*.—The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall so remain until the 31st day of July 1945. It shall, thereafter, be renewed automatically each year, unless one of the contracting parties gives to the other party a written notice of its intention of revoking same, at least thirty (30) days before its expiration or of any annual renewal thereof.

A. MORISSET,

7786-o

Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 3824, du 12 octobre 1944, et dont le siège social est situé dans la cité de Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4264 du 14 novembre 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 novembre 1944.

7763-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité Conjoint de l'Industrie des Boîtes, Contenants et Ustensiles Métalliques, établi en exécution du décret numéro 3623, du 28 septembre 1944, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté-en-conseil numéro 4263 du 14 novembre 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 18 novembre 1944.

7768-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), que le Comité conjoint des Maîtres et Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice and this, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, established under Decree number 3824, of October 12, 1944, and whose corporate seat is in the City of Quebec, have been approved by Order-in-Council number 4264 of November 14, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 18, 1944.

7763-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (S.R.Q. 1941, chapter 163) that the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Cans, Containers and Metallic Utensils Industry, formed under decree number 3623 of September 28th, 1944, and whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order-in-Council number 4263 of November 14, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 18th, 1944.

7768-o

NOTICE OF MODIFICATION

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of the counties of Joliette, Berthier,

comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur.

On demande:

Que les prix minima des services pour la coupe des cheveux des adultes, mentionnés à l'Article VI, soient remplacés par les suivants:

"Coupe de cheveux pour hommes et femmes:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....\$0.30

Le vendredi, le samedi et la veille des fêtes chômées.....0.40"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 18 novembre 1944. 7769-0

CORRECTION

Le règlement de prélèvement du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe, approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 3720 du 6 octobre 1944, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 octobre 1944 (page 2154), a été corrigé de la façon suivante par l'arrêté-en-conseil numéro 4265 du 14 novembre 1944:

Les mots "\$14.00 dans la zone IV", mentionnés au paragraphe "b" de la section intitulée "Cotisation", ont été remplacés par les mots "\$15.00 dans la zone IV".

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 novembre 1944. 7771-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district, à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 1742, du 11 juillet 1941 et amendements, relatif aux employés de garage dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et un rayon de dix (10) milles de leurs limites, et ce, à la suite d'une décision rendue par le Conseil régional du travail, en date du 26 septembre 1944:

On demande que le nouvel article IV suivant soit ajouté:

"IV.—*Vacances payées*.—a.—Tous les salariés assujettis au présent décret qui auront été à l'emploi de leur employeur durant une période consécutive de douze mois, se terminant le 1er mai et qui auront travaillé pendant au moins 90% des heures régulières établies par le propriétaire de l'établissement où ils sont employés, auront droit à une semaine de vacances payées, soit six jours consécutifs, aux taux de salaires réguliers.

b.—Toute absence qui aurait pu être motivée par des raisons sérieuses, dont le Comité paritaire sera le juge en dernier ressort, n'enlève pas à un salarié le droit aux vacances payées.

l'Assomption and Montcalm has submitted to him a petition to modify decree number 3751, of December 17, 1943, relating to the barber and hairdresser trades.

It is requested:

That the minimum prices for haircuts for adults, mentioned under section VI, be replaced by the following:

"Haircut for ladies and gentlemen:

On Monday, Tuesday, Wednesday and

Thursday.....\$0.30

On Friday, Saturday and eve of holidays.....0.40"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 18, 1944. 7769-0

CORRECTION

The assessment by-law of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee, jurisdiction of St. Hyacinthe, approved by Order-in-Council number 3720, of October 6, 1944, published in the *Quebec Official Gazette* on October 7, 1944, (page 2154), has been corrected in the following manner by Order-in-Council number 4265 of November 14, 1944:

The words "\$14.00 in zone IV", mentioned in paragraph "b" of the part entitled "Assessments", have been replaced by the words "\$15.00 in zone IV".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 18, 1944. 7771-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, following a decision rendered by the Regional War Labour Board, on September 26, 1944, the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District has presented to him a request to modify, as follows, decree number 1742 of July 11, 1941, and amendments, relating to the garage employees of the Island of Montreal, "l'Île Jésus" and the surrounding territory comprised within a radius of ten (10) miles from their limits:

It is requested that the following new section IV be added:

"IV.—*Holidays with pay*.—a.—All employees subject to the present decree who have been in their employer's service during a period of twelve consecutive months, ending on the first of May, and who have worked during at least 90% of the regular hours established by the proprietor of the establishment where they are employed, shall be entitled to one week's holidays with pay, namely six consecutive days, at regular rates of pay.

b.—Any absence that might have been justified by good reasons, which the Parity Committee shall judge without appeal, does not prevent an employee from being entitled to his holidays with pay.

c.—Quand un salarié aura acquis le droit à ses vacances, celles-ci devront lui être données pendant la période du 1er mai au 1er novembre de l'année courante, au temps déterminé par l'employeur ou l'employeur professionnel durant cette période ou toute autre époque subséquente, si tel est le consentement du salarié, mais à la convenance de l'employeur ou de l'employeur professionnel."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 novembre 1944. 7770-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 3824, du 12 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4266, du 14 novembre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 1er août 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3824 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature du travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

c.—When an employee has acquired the right to his holidays, such holidays must be given to him during the period extending from the first of May to the first of November of the current year, at the time determined by the employer or professional employer during such period or any other subsequent period, if the employee agrees thereto, but at the employer's or professional employer's convenience."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 18, 1944. 7770-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, formed under decree No. 3824, of October 12, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 4266, of November 14, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 1st of August, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by decree number 3824 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses, or allowances.

2. Mode of collection

Assessments are payable monthly between the first and the tenth day of each month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees the sums owed to the Parity Committee, as a levy.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a detailed report, indicating on the forms supplied him by the said Parity Committee the name, surnames, and address of every one of his employees, each employee's qualification or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the kind of work performed, and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall be sent to the Parity Committee together with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees; all such sums shall be paid in money having legal tender in the Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers whenever deemed advisable.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1944, 31 mars et 30 juin 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec, pour la période se terminant le 1er août 1945.

LE COMITÉ PARITAIRE DES SERVICES HOSPITALIERS DE LA RÉGION DE L'EST DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Estimés budgétaires pour la période se terminant le 1er août 1945.

Recettes:

Prélèvement des employeurs professionnels (½ de 1%).....	\$ 5,000.00
Prélèvement des salariés (½ de 1%)..	5,000.00
	<u>\$ 10,000.00</u>

Déboursés:

Salaires: secrétaire-trésorier.....	\$ 2,340.00
inspecteur.....	1,820.00
aide au bureau.....	1,040.00
Loyer.....	432.00
Téléphone.....	100.00
Ameublement.....	600.00
Accessoires de bureau et papeterie....	500.00
Honoraires de l'avocat-conseil.....	600.00
Frais légaux.....	100.00
Frais de voyages.....	1,000.00
Honoraires du vérificateur.....	200.00
Jetons de présence et frais de déplacement.....	1,000.00
Imprévus.....	268.00
	<u>\$ 10,000.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 novembre 1944. 7772-o

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Avis de la Commission de relations ouvrières de la province de Québec

Avis public est par les présentes donné, que la Commission de relations ouvrières de la province de Québec, ouvrira, à l'Hôtel-de-Ville de Dolbeau, comté du Lac St-Jean, le vingt-septième jour de novembre mil neuf cent quarante-quatre, à deux heures précises de l'après-midi, son enquête concernant l'accréditation d'une agence de négociations pour les salariés de la "Lake St. John Power & Paper Co. Limited", Dolbeau.

Cette enquête sera tenue en vertu de l'article 36 de la Loi des relations ouvrières octroyant à la Commission les pouvoirs des Commissions d'enquête en vertu de S.R.Q., 1941, Chap. 9.

Donné à Québec ce quinzième jour de novembre mil neuf cent quarante-quatre.

Commission de relations ouvrières de la province de Québec.

Le secrétaire,
P.-E. BERNIER. 7784-o

7784-o

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the minister of Labour on the following dates: December 31st, 1944, March 31st and June 30th, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec for the period ending on August 1st, 1945.

THE HOSPITAL SERVICE PARITY COMMITTEE FOR THE EASTERN DISTRICT OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Estimate of budget for the period ending on the 1st of August 1945.

Receipts:

Assessments of professional employers (½ of 1%).....	\$ 5,000.00
Assessments of employees (½ of 1%)..	5,000.00
	<u>\$ 10,000.00</u>

Expenses:

Secretary-treasurer's salary.....	\$ 2,340.00
Inspector's salary.....	1,820.00
Salary of office help.....	1,040.00
Rent.....	432.00
Telephone.....	100.00
Furniture.....	600.00
Office accessories and stationery.....	500.00
Fees of legal adviser.....	600.00
Legal charges.....	100.00
Travelling expenses.....	1,000.00
Auditor's fees.....	200.00
Attendance fees and travelling expenses.....	1,000.00
Miscellaneous.....	268.00
	<u>\$ 10,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 18, 1944. 7772-o

DEPARTMENT OF LABOUR

Labour Relations Board of the Province of Quebec

Public notice is hereby given that the Labour relations Board of the Province of Quebec shall open in the City Hall of Dolbeau, Lake St. John Co., on the twenty-seventh day of November, nineteen hundred and forty-four, at two o'clock in the afternoon, its inquiry concerning the certification of a bargaining agency for the employees of the "Lake St. John Power & Paper Co. Limited", Dolbeau.

This inquiry will be held according to Section 36 of the Labour Relations Act giving the power of Inquiry Commissions in virtue of R.S.Q., 1941, Chap. 9.

Given at Quebec this fifteenth day of November nineteen hundred and forty-four.

Labour Relations Board of the Province of Quebec,

P. E. BERNIER,
Secretary.

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval et Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1743, du 11 juillet 1941, et amendements, à l'effet d'apporter les modifications suivantes audit décret:

Il est demandé:

1.—Que l'article I soit remplacé par le suivant:
"Article I.—*Définition des termes*:—Pour les fins d'application du présent décret, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

*i) Des métiers:

a.—Le mot "aide" désigne tout homme préposé à la préparation manuelle ou au transport à la brouette du mortier, célanite ou toute substance similaire servant à la construction, les porteurs d'oiseau ainsi que les hommes préposés spécialement au service des briqueteurs, des maçons et des plâtriers.

b.—Le mot "briqueteur" désigne tout ouvrier qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle, le bloc de gypse et qui tire les joints.

c.—Les mots "charpentier-menuisier" désignent tout ouvrier qui fait l'assemblage de pièces en bois, de planche murale en composition, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets de bois, pose le bardeau, pose le papier-bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, fabrique et démonte les échafaudages et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction; les mécaniciens (millwrights) dans la construction, y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, "weatherstrips", bardeaux de bois ou de composition, divisions en acier et d'ameublement, tel que, comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles) y compris le posage de planchers de bois franc, ou tout autre travail connexe.

d.—Les mots "chauffeur de bouilloires" désignent tout ouvrier qui, sous direction, voit aux feux des bouilloires d'une machine fixe ou portable, maintient une couche de feu régulière de manière à économiser le combustible et maintenir la vapeur à la pression désirée; fait fonctionner, entretient les injecteurs, les jauges à eau et les pompes ainsi que les autres appareils; fait fonctionner, entretient les bouilloires, nettoie les chaudières au moyen de l'air comprimé ou de la vapeur; fait les réparations nécessaires au bon fonctionnement des bouilloires, et exécute au besoin tout autre travail connexe.

e.—Le mot "contremaître" désigne tout homme qui a l'autorité de donner des ordres à des employés sur un chantier de construction.

f.—Le mot "couvreur" désigne toute personne qui fait des travaux de toiture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, fabrique toutes sortes d'objets en fer blanc, tôle ou cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc.

g.—Le mot "électricien" désigne toute personne qui détient une licence "c" en exécution de la Loi des Électriciens et des Installations Électriques.

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been presented to him by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval and Saguenay, rendered obligatory by Decree number 1743, of July 11, 1941, and amendments, to modify the said decree in the following manner:

It is requested:

1.—That section I be replaced by the following:
"Section I.—*Definition of terms*:—For the purposes of enforcement of the present decree, the following terms shall have the meaning herein-after given to them:

i) Trades:

a.—The word "helper" means any individual engaged in the manual preparation or the conveying with a wheelbarrow of mortar, celanite or any similar substance used in the construction industry, and includes the hod carriers and the men specially committed to the service of bricklayers, masons and plasterers.

b.—The word "bricklayer" means any worker who lays brick, terra-cotta, artificial stone, gypsum blocks and who does joint pointing.

c.—The words "carpenter-joiner" mean any worker assembling wood, composition wall board, doing carpentry work, repairing wooden articles, and laying shingle, paper or asbestos shingles, tarred paper, erecting and taking down scaffoldings, and performing all wood works in a construction field; millwrights on construction, including the following operations; concrete forms (shop or field), the erection of screens (wood or metal), sashes, windows, weatherstrips, and shingles made of wood or composition, steel partitions and equipment such as counters and shelving (movable or immovable) including hardwood floor laying, or any other work related thereto.

d.—The words "boiler fireman" mean any worker who, under direction, fires stationary or portable engine boilers, maintains a regular bed of fire in order to save fuel and to keep the desired steam-pressure; sets in motion or keeps in good repair injectors, water gauges, pumps and other apparatus, operates, tends boilers, cleans boilers with compressed air or steam, makes the repairs needed for the proper functioning of the boilers, and performs, when required, any other work related thereto.

e.—The word "foreman" means any person authorized to give orders to employees on a construction field.

f.—The word "roofer" means any person performing roofing works with tile, slate, sheet-iron, copper, gravel, asphalt or tarred paper, making all kinds of white metal, sheet-iron or copper articles such as cornices, ornaments, ventilators, roof-gutters, spouts, or rain pipes, etc.

g.—The word "electrician" means any person holding license "c" under the Electricians' and Electrical Installations' Act.

h.—Les mots "employé", "ouvrier", ou "salaire" désignent toute personne qui exécute individuellement, en équipe ou en société, un ou des travaux mentionnés dans la juridiction industrielle du présent décret et qui en reçoit un salaire.

i.—Le mot "entrepreneur" désigne toute personne, compagnie, association ou corporation qui emploie un ou des salariés pour exécuter pour le compte d'un tiers, soit à la journée, à forfait, par contrat ou convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs des travaux mentionnés dans la juridiction industrielle du présent décret, telle que définie au paragraphe "a" de l'article III du présent décret.

Le mot "entrepreneur" désigne également toute personne, compagnie, association ou corporation ayant habituellement des salariés permanents exécutant des travaux mentionnés dans ladite juridiction industrielle.

Note:—Tout entrepreneur qui exécute lui-même un ou des travaux mentionnés dans la juridiction industrielle du présent décret, est considéré comme "ouvrier" du métier exercé et son salaire est fixé conformément au taux de salaire stipulé dans le présent décret.

j.—Les mots "finisseur de ciment" désignent tout ouvrier qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, fait les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tout travail connexe. Le travail sur murs qui fait suite au travail des parquets se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe.

k.—Le mot "gréeur" désigne tout ouvrier qui peut, sous direction, procéder au montage des grues, monte-charge, des palans, poser les câbles des poulies et faire tout travail connexe.

l.—Les mots "installations électriques" désignent toutes les installations pour fins d'éclairage électrique, de chauffage électrique et de force motrice électrique, les installations de paratonnerres, y compris dans tous les cas les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques formant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la construction le plus rapproché de la ligne du service l'alimentant.

m.—Le mot "maçon" désigne tout ouvrier qui pose la pierre naturelle ou artificielle, le granit, et qui tire les joints.

n.—Les mots "mécanicien de machines fixes" ont le sens qui leur est donné dans le paragraphe 2, article 2, S.R.Q. 1941, chapitre 178 et amendements.

o.—Les mots "opérateur de foreuse" désignent tout salarié qui opère une machine dite "Jack Hammer" ou "Jack Drill" ou "Air Drill" ou son équivalent, quel que soit l'outil qu'on y attache.

p.—Les mots "ouvrier en fer et bronze ornemental" désignent tout ouvrier qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces de fer, bronze et acier pour fabrication d'escaliers, intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection, de grillages de tous genres, de chutes à charbon, de portes de voûtes, de portes coupe-feu, de divisions et d'appareils de sauvetage ou tout travail connexe et qui en fait l'installation ou le montage.

h.—The words "employee", "worker" or "wage-earner" mean any person who performs individually, in shift or in partnership, one or more of the works mentioned in the industrial jurisdiction of this decree and who receives wages for performing same.

i.—The word "contractor" means any person, company, association or corporation, that employs one or more employees to perform for a third party, by the day, by the job, by contract or verbal agreement, in writing or otherwise, one or more of the operations mentioned in the industrial jurisdiction of the decree, as defined in subsection "a" of section III of the present decree.

The word "contractor" also means any person, company, association or corporation habitually employing permanent wage-earners to perform operations mentioned in the said industrial jurisdiction.

Note:—Any contractor who personally performs one or more of the operations mentioned in the industrial jurisdiction of the present decree, is considered as a "worker" of the trade plied and his wages shall be fixed in accordance with the wage rates established in the present decree.

j.—The word "cement finisher" means any worker who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings, places and replaces cement sides and coverings, makes cement sidewalks and pavings, repairs foundations and performs any other related work. The operations of the cement finisher on walls, to be done after the floor work, is limited to the height of the plinth.

k.—The word "rigger" means any worker who can, under direction, carry out the erection of cranes, derricks, hoisting tackles, gears, put cables on pulleys and perform any other related work.

l.—The words "electrical installations" mean all installations for purposes of electric lighting, electric heating, or electric power, lightning-rod installations, including in all cases wires, cables, conduits, accessories, devices and electrical apparatus forming part of the installation itself, being attached thereto or used for connecting the installation with the service line, the said connection shall be fixed to the wall of the building or construction nearest to the service line.

m.—The word "mason" means any worker who lays natural or artificial stone, granite and who does joint pointing.

n.—The words "stationary engineman" have the meaning given to them under subsection 2, section 2, R.S.Q., 1941, chapter 178 and amendments.

o.—The word "driller" means any employee operating a machine called: Jack Hammer or Jack Drill or Air Drill or its equivalent, no matter what tool be attached thereto.

p.—The words "ornamental iron and bronze worker" mean any worker who traces, cuts, prepares and assembles by means of machines, tools or soldering, any iron, bronze, and steel pieces, for the building of inside or outside stairs hand-rails, fences, gates, sashes, marquises, cellar or inspection trap-doors, all kinds of grappings, coal slide boards, vault doors, fire doors, partitions and life-saving apparatus, or any work related thereto and who installs or erects same.

g.—Les mots "ouvrier en fer structural" désignent toute personne qui pose les structures métalliques dans les travaux de construction d'édifices, ponts, viaducs, tunnels, etc., et qui fait, au besoin, tout autre travail connexe.

r.—Les mots "peintre" et "tapissier" désignent tout ouvrier qui fait au pinceau, à la machine pneumatique ou au tampon, des travaux de peinture, de teinture, de vernis ou produits connexes, servant à protéger ou à décorer les surfaces de bois, plâtre, ciment et métal, qui exécute également des travaux de décoration, de tapissage, d'imitation, de dorage, de vitrage au mastic ou à la baguette et qui fait le lavage des surfaces pour les repeinturer.

s.—Le mot "plâtrier" désigne tout ouvrier qui exécute les travaux d'enduits de plâtre, tels que la finition du blanc, le posage de la celanite, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre, le posage et le coulage des ornements, qui fait le mélange du blanc de chaux avec le plâtre ou encore le mélange du blanc de chaux avec le ciment blanc, prépare les moulures, c'est-à-dire, pose les règles pour faire le poussage des moulures, et qui fait le posage des baguettes de coins métalliques dans le plâtre, la celanite ou le ciment.

t.—Les mots "plombier" et "mécanicien en tuyauterie" désignent tout ouvrier qui peut, sous direction, installer des appareils sanitaires et les réparer, poser des tuyaux à vapeur, à eau, à gaz ou à air, qui peut installer et faire les travaux d'entretien des brûleurs automatiques (stokers), brûleurs à l'huile et des pompes à gazoline, et qui peut exécuter au besoin tout autre travail connexe. Ces ouvriers en ce qui touche leur licence, sont régis par la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

u.—Les mots "poseur de marbre" désignent tout ouvrier qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, le taille et le pose.

v.—Les mots "poseur de terrazo" désignent tout ouvrier qui nivelle la surface propre à recevoir le terrazo, mesure, divise cette surface et y trace les lignes, prépare les échantillons et mélange le matériel, étend cette composition et surveille le roulage et le polissage du terrazo.

w.—Les mots "poseur de tuile" désignent tout ouvrier qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles, qui les pose et fait au besoin tout autre travail connexe.

x.—Les mots "salarié permanent" ont la même signification que celle qui leur est donnée dans le paragraphe "k" de l'article 1 de la Loi de la convention collective.

ii) Du Salaire:

1) Le mot "salaire" désigne la rémunération en monnaie courante que doit recevoir un employé pour le travail qu'il exécute.

2) Les mots "salaire minimum" signifient le taux spécifié au présent décret.

3) Les mots "salaire régulier" signifient le taux de salaire convenu entre l'employé et son employeur ou le représentant de ce dernier, si tel taux de salaire est supérieur au minimum fixé au présent décret.

4) Les mots "salaire et quart par rapport au salaire régulier" ou "salaire régulier majoré de un quart" ou "taux régulier majoré de un quart" désignent la rémunération que doit verser un employeur à son ou ses employés, pour les heures supplémentaires de travail. La base de calcul doit être le salaire ou le taux convenu s'il est supérieur au minimum fixé au présent décret.

g.—The words "structural steel worker" mean any person erecting metallic structures in the construction of buildings, bridges, culverts, viaducts, tunnels, etc., and doing, when required, any other related work.

r.—The words "painter" and "paper-hanger" mean any worker performing, with paint brush, pneumatic machine or "tampon", painting, dyeing and varnishing operations as well as those executed with other products used to protect or decorate wood, plaster, cement and metal surfaces, and anyone performing works of decoration, paper-hanging, imitation, gilding, putty or rod glazing and washing surfaces to be repainted.

s.—The word "plasterer" designates any worker who does plaster coating operations, such as the finishing of whiting, the laying of celanite, cement, mortar, stucco, plaster mouldings, the setting and casting of ornaments, mixes lime with plaster or with white cement, prepares mouldings, that is to say, lays the beads for the pushing of mouldings and lays metal corner rods in plaster, celanite or cement.

t.—The words "plumbers" and "pipe-mechanics" mean any worker who can, under direction, install sanitary equipment and repair same, lay steam, water, gas, or air-pipes, install and maintain automatic burners (stokers), oil burners and gasoline pumps and perform any other related work. Such workers, as for their license, are governed by the Pipe-Mechanics' Act.

u.—The words "marble setter" mean any worker who measures surfaces to be covered with marble, cuts the marble and lays same.

v.—The words "terrazo layer" mean any worker who levels surfaces to be covered with terrazo, measures, divides such surfaces and draws the lines thereon, prepares the samples and mixes the material, spreads this composition and supervises the rolling and polishing of the terrazo.

w.—The words "tile setter" mean any worker who measures the surface to be tiled and who lays the tiles thereon, and carries out, when required, any other work related thereto.

x.—The words "permanent employee" have the same meaning as that which is given to them in subsection "k" of section I of the Collective Agreement Act.

ii) Wages:

1) The words "wage" and "wages" mean the remuneration, in legal currency, which the employee must receive for the work he performs.

2) The words "minimum wage" and "minimum wages" mean the rate specified in the present decree.

3) The words "regular wage" and "regular wages" mean the rate of pay as to which the employees agrees with his employer or the latter's representative, if such rate of pay is higher than the minimum specified in the present decree.

4) The words "time and a quarter", mean the remuneration which an employer must pay to his employee or employees for overtime. The calculation of such remuneration shall be based upon the wage or rate agreed upon if it is higher than the minimum specified in the present decree. Should there not exist an agreement stipulating a higher rate of wages, the minimum rate men-

En l'absence de toute convention stipulant un taux de salaire supérieur, le taux minimum du présent décret devra servir de base pour fins de calcul, pour la rémunération du surtemps.

5) Les mots "salaire double par rapport au salaire régulier" signifient que la rémunération de l'ouvrier pour le travail accompli les dimanches et jours fériés, devra être le double du salaire ou taux convenu pour les heures régulières de travail, si tel salaire ou taux convenu est supérieur au taux minimum fixé au présent décret. En l'absence de toute convention stipulant un salaire ou taux supérieur, le taux minimum du présent décret devra servir de base pour fins de calcul de la rémunération pour le travail accompli les dimanches et jours fériés.

iii) *Des heures de travail:*

1) Les mots "heures régulières" ou "temps régulier" signifient les huit premières heures de travail exécutées dans une même journée de calendrier.

2) Les mots "heures supplémentaires" ou "temps supplémentaire" signifient le temps pendant lequel l'employé est au service d'un même employeur en dehors des heures régulières de travail."

2.—Que la description de la zone I, apparaissant à l'article II, (juridiction territoriale) soit remplacée par la suivante:

"Zone 1:—Les cités de Chicoutimi et d'Arvida, les villes de Jonquières, Kénogami, St-Joseph d'Alma, Ile Maligne, Riverbend, Bagotville, Port-Alfred, Dolbeau. Les municipalités de Rivière-du-Moulin, Ville Racine, St-Alexis de la Grande-Baie, St-Émilien (Desbiens Mills), La Malbaie, Cap-à-l'Aigle, Pointe-au-Pic, St-Philippe de Clermont, avec un rayon de deux (2) milles de leurs limites. La Zone 1 comprend aussi la ville de Baie Comeau et un rayon de quinze (15) milles de ses limites."

3.—Que le paragraphe "a" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"III.—*Juridiction industrielle:*

a.—Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie civil, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de démolition, de déplacement d'immeubles, exécutés par les ouvriers qu'il vise. Il s'applique entre autres à tous les travaux de bâtisses, d'immeubles, échafaudages, pavages de rues et de routes, chemins, ponts, barrages, rues, quais, trottoirs, nivellement et terrassement, murs de soutènement, égouts, viaducs, aéroports, terrains d'atterrissage, tunnels, puits, canaux, écluses, aqueducs, clôtures, tours, système de plomberie, système de chauffage, installation électrique, et à tout autre travail de même nature ou connexe.

Le présent décret s'applique également à tout travail assujéti à la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173) et à toute installation de tuyauterie, fixe ou mobile, pour quelque usage que ce soit, nécessitant l'habileté et la compétence d'un mécanicien en tuyauterie exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de toute bâtisse, y compris les travaux d'installation, de réparation et de rénovation.

Il s'applique également à tous les employeurs et employés exécutant des travaux de tous genres avec du liège ou de l'amiante, pour fins de congélation, de chauffage ou d'isolement, se rattachant au métier de mécaniciens en tuyauterie. Les ouvriers qui participent à ces opérations seront

tioned in the present decree shall be used as the basis upon which remuneration for overtime shall be calculated.

5) The words "double-time" mean that the worker's remuneration for work carried out on Sunday and general holidays, shall be twice the wage or rate agreed upon for regular hours of work, if such wage or rate agreed upon is higher than the minimum rate specified in the present decree. Should there not exist an agreement stipulating a higher wage or rate, the minimum rate of the present decree shall be the basis upon which the remuneration for work carried out on Sunday and general holidays shall be calculated.

iii) *Hours of labour:*

1) The words "regular hours" or "regular time" mean the first eight hours of work performed on the same calendar day.

2) The word "overtime" means the time during which the employee works for the same employer outside regular hours."

2.—That the description of Zone I, appearing under section II, (territorial jurisdiction) be replaced by the following:

"Zone 1:—The cities of Chicoutimi and Arvida, the towns of Jonquières, Kénogami, St-Joseph d'Alma, Ile Maligne, Riverbend, Bagotville, Port-Alfred, Dolbeau. The municipalities of Rivière-du-Moulin, Villa Racine, St-Alexis de la Grande-Baie, St-Émilien (Desbiens Mills), La Malbaie, Cap-à-l'Aigle, Pointe-au-Pic, St-Philippe de Clermont, and the territory comprised within a radius of two (2) miles from their limits. Zone I also includes the town of "Baie Comeau" and the territory comprised within a radius of fifteen (15) miles from its limits."

3.—That subsection "a" of section III be replaced by the following:

"III.—*Industrial jurisdiction:*

a.—The present decree applies to all works pertaining to construction, building and engineering, including works pertaining to installation, rebuilding, repairing, maintenance, demolishing, displacement of buildings, performed by the workers it governs. It shall apply among other things to all works pertaining to buildings, properties, scaffoldings, the paving of highways, roads, bridges, dams, streets, warves, sidewalks, levelling and earthwork, retaining walls, sewers, viaducts, airports, landing fields, tunnels, wells, canals, lock-gates, aqueducts, culverts, conduits, fences, towers, plumbing and heating systems, electrical installations, and to any other work of the same kind or related thereto.

The present decree also applies to any work governed by the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173) and to any installation of piping, immovable or portable, intended for any use whatsoever, requiring the skill and competency of a pipe mechanic, performed inside or outside any building, including installation, repair and renovation.

It also applies to all employers and employees doing all kinds of work with cork or asbestos, for refrigerating, heating or insulating purposes, connected with the pipe-mechanic trade. Workers carrying out such operations shall be paid according to the rates of wages established for their

payés suivant les salaires établis pour leur catégorie dans le présent décret et ce, pour les fins d'installation et de service."

4.—Que les paragraphes "a" et "b" de l'article IV soient remplacés par les suivants:

"IV.—Durée du travail:

a.—La journée régulière de travail est de 8 heures. La semaine régulière de travail est de 48 heures réparties en 6 journées de 8 heures chacune.

La semaine régulière de travail est réduite d'autant de fois 8 heures que cette semaine contient de fêtes religieuses d'obligation ou de jours fériés mentionnés au présent décret.

b.—Tout travail supplémentaire est rémunéré à raison de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

Cependant, pour la durée de la guerre, l'employeur ne doit payer le taux régulier, majoré de un quart, qu'après la dixième heure de travail exécutée dans une même journée de calendrier."

5.—Que les mots "et le jour de la Confédération" mentionnés à la fin du paragraphe "c" de l'article IV, soient remplacés par les mots "et le Vendredi Saint".

6.—Que le paragraphe "e" de l'article IV soit radié et remplacé par le suivant:

"e.—Vu que la construction de routes a un caractère saisonnier, à cause de la température, et qu'elle ne peut être faite avec sécurité que du mois de mai au mois de septembre inclusivement, les équipes de salariés y travaillant sont employées sur une base maximum hebdomadaire de soixante (60) heures sans limitation quotidienne de la durée du travail.

Les taux pour travail supplémentaire ne sont exigibles que pour le travail exécuté en plus de ce nombre d'heures."

7.—Que l'article V soit remplacé par le suivant:

"V.—Taux minima de salaires:—a.—Les taux minima de salaires suivants devront être payés pour chacun des métiers ci-dessous décrits, dans les limites de la juridiction territoriale du présent décret. Ces taux comprennent les bonis de vie chère rendus obligatoires par le Conseil National du Travail et le Conseil régional du Travail pour les salariés régis par ce décret.

category in the present decree, for either installation or service purposes."

4.—That subsections "a" and "b" of section IV be replaced by the following:

"IV.—Duration of work:

a.—The regular working day shall consist of eight (8) hours. The regular working week shall consist of forty-eight (48) hours, divided into six (6) days of eight (8) hours' duration each.

The regular working week shall be reduced of as many times eight (8) hours as such week comprises religious feasts of obligation or general holidays mentioned in the present decree.

b.—Overtime shall be paid for at the rate of time and a quarter.

However, for the duration of the war, the employer must pay time and a quarter only after the tenth hour of work performed on any one calendar day."

5.—That the words "and Dominion Day" mentioned at the end of subsection "c" of section IV, be replaced by the words "and Good Friday".

6.—That subsection "e" of section IV, be deleted and replaced by the following:

"e.—As the construction of roads is of a seasonal nature, on account of the weather, and that it can be performed with safety only between the months of May and September inclusively, the shifts of workmen engaged in such work are employed on a maximum weekly basis of sixty (60) hours without limitation as to the daily duration of work.

Overtime rates can be exacted only for work carried out over and above this number of hours."

7.—That section V be replaced by the following:

"V.—Minimum rates of wages:—a.—The following minimum rates of wages shall be paid for each of the trades mentioned hereunder, within the limits of the territorial jurisdiction of the present decree. These rates comprise the cost-of-living bonuses rendered obligatory by the National War Labour Board and the Regional War Labour Board for employees governed by this decree.

Métiers—Trades

**Salaires horaires
Hourly Wages
Zone I Zone II**

Aide (cf. paragraphe "a", article I)—Helpers (cf. subsection "a" sec. I).....	\$ 0.60	\$ 0.45
Briqueteurs—Bricklayers.....	0.90	0.70
Charpentiers-menuisiers—Carpenter-joiners.....	0.75	0.60
Chauffeurs de bouilloires à vapeur—Firemen, steam boilers.....	0.65	0.50
Chauffeurs de camion—Truck drivers.....	0.60	0.50
Chauffeurs de pelle à vapeur—Steam shovel firemen.....	0.70	0.55
Conducteurs, attelage simple ou double—Horse drivers, one or two horses.....	0.60	0.45
Couvreurs (ardoises, tuiles, composition, amiante)—Roofers (slate, tile, asbestos, composition).....	0.70	0.55
Électriciens—Electricians.....	0.75	0.65
Électriciens (hommes de ligne)—Electricians (line men).....	0.70	0.60
Faiseurs de planchers—Floor layers.....	0.75	0.55
Finisseurs de ciment—Cement finishers.....	0.70	0.55
Forgerons (opérateurs de machines "Drill Sharpener")—Blacksmiths (Drill sharpener operators).....	0.90	0.75
Forgerons sur la construction ordinaire—Blacksmiths on ordinary construction..	0.70	0.55
Gardiens-chauffeurs de bouilloires—Watchmen-boiler-firemen.....	0.60	0.50
Gardiens sur chantier (nuit ou jour) maximum: 72 heures par semaine—Field-watchmen (night or day) maximum: 72 hours per week.....	0.35	0.35
Gréeurs—Riggers.....	0.70	0.55
Hommes préposés aux bouilloires—Kettlemen.....	0.65	0.60

Métiers—Trades

Salaires horaires
Hourly Wages
Zone I Zone II

Journaliers (ouvriers non qualifiés)—Common labourers.....	0.55	0.45
Maçons—Masons.....	0.90	0.70
Mécaniciens de machines fixes (réparation et entretien)—Stationary enginem (repair and maintenance).....	0.80	0.60
Opérateurs de béliers mécaniques—Bulldozer operators.....	0.80	0.70
Opérateurs de compresseurs, malaxeurs de tous genres—Enginem, compressors, mixers of all kinds.....	0.65	0.50
Opérateurs de foreuses—Drillers.....	0.65	0.55
Opérateurs de grues (à vapeur, gazoline, électricité, à l'huile crue) pour:—Crane operators (steam, gasoline, electricity, oil) for:		
un tambour—one drum.....	0.70	0.55
deux tambours—two drums.....	0.75	0.60
trois tambours—three drums.....	0.80	0.65
quatre tambours—four drums.....	0.90	0.70
Opérateurs de pelles à vapeur, gazoline, électricité, huile crue—Enginem-steam, gasoline, electricity, oil-shovels.....	0.95	0.90
Opérateurs de pompes de tous genres—Enginem, pumps of all kinds.....	0.70	0.55
Ouvriers en construction et entretien de moulin (millwrights)—Millwrights.....	0.70	0.60
Ouvriers en fer et bronze ornemental—Ornamental iron and bronze workers.....	0.70	0.55
Ouvriers tôliers, érection—Tinsmiths (erection).....	0.65	0.65
Peintres—Painters.....	0.70	0.55
Peintres, opérateurs de machine à asperger—Painters, spraymen.....	0.70	0.60
Peintres travaillant à plus de 45 pieds à l'extérieur, décorateurs et doreurs— Painters working outside, higher than 45 feet, decorators and guilders.....	0.80	0.65
Plâtriers—Plasterers.....	0.90	0.70
Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage—Plumbers and pipe fitters.....	0.70	0.55
Porteurs d'eau—Water carriers.....	0.40	0.40
Poseurs d'armature métallique du béton—Concrete metal bracing erectors.....	0.65	0.65
Poseurs de gicleurs—Sprinkler fitters.....	1.00	1.00
Poseurs de lattes (bois ou métal)—Lathers (wood or metal).....	0.65	0.50
Poseurs de marbre—Marble setters.....	0.75	0.60
Poseurs de terrazo—Terrazzo layers.....	0.75	0.60
Poseurs de tuile—Tile setters.....	0.75	0.60
Poseurs et travailleurs d'acier d'armature (sur le chantier)—Steel bracing erectors and workers (field).....	0.65	0.65
Poudriers—"Poudriers".....	0.80	0.65
Soudeurs—Welders.....	0.90	0.80
Tailleurs de granit—Granite cutters.....	0.75	0.60
Tapissiers—Paper hangers.....	0.70	0.55
Tireurs de joints—Joint pointers.....	0.70	0.55

b.—La rémunération de tout employé exécutant un métier non mentionné dans la cédule de salaires du présent décret, devra être d'au moins \$0.10 l'heure de plus que le minimum fixé pour le journalier dans la zone où le travail est exécuté.

c.—Le salaire du contremaître sera de \$0.10 l'heure supérieur aux salaires maxima des ouvriers qu'il dirige si ceux-ci ne dépassent pas le nombre de dix (10); de \$0.20 si ceux-ci dépassent le nombre de dix (10). Cette disposition s'applique dans toute la juridiction territoriale du décret.

d.—Les travaux de construction dont le coût total, salaires et matériaux compris, est de \$10,000.00 ou plus, et qui sont exécutés dans la zone II, sont assujettis à la cédule de salaires fixée pour la zone I.

e.—Tout employeur professionnel ou tout employeur désirant renvoyer ou faire chômer un ouvrier le lendemain devra l'en aviser à la fin de sa journée de travail.

A défaut de ce faire, il devra payer à tel ouvrier qui se rend au lieu du travail, à titre de dommages liquidés, trois (3) heures de salaire au même taux qu'il recevait de tel employeur.

Cette disposition ne s'applique pas, toutefois, dans le cas d'ouvriers travaillant à l'extérieur et qui sont empêchés de travailler à cause de la température."

8.—Que les mots "quatre-vingt-sept (0.87 cents", apparaissant à la fin du premier alinéa

b.—The remuneration of any employee who plies a trade that is not mentioned in the wage schedule of the present decree shall be at least \$0.10 per hour higher than the minimum established for common labourers of the Zone in which the work is being carried out.

c.—The foreman's wages shall be \$0.10 per hour higher than the maximum wages of the workmen under his orders if such workmen are not more than ten (10) in number; of \$0.20 if their number is greater than ten (10). This provision applies throughout the entire territorial jurisdiction of the decree.

d.—Construction works, the total cost of which, including wages and material, amounts to \$10,000.00 or over, performed in zone II, shall be subject to the wage schedule of zone I.

e.—Any professional employer or any employer desiring to discharge or suspend the employment of a worker on the next day, shall give notice of same to the worker at the end of his day's work.

If the employer fails to do so, he shall pay such worker coming to work on the next day, as a compensation, three (3) hours of wages at the same rate as that received from such employer.

However, this provision does not apply to workmen who work outside and who are prevented from working by unfavourable weather conditions."

8.—That the words "eighty-seven cents (\$0.87), appearing at the end of the first para-

du paragraphe "a" de l'article VII, soient remplacés par les mots "quatre-vingt-quinze (0.95) cents".

9.—Que les mots "cinquante-huit (0.58) cents" apparaissant à la fin du troisième alinéa du paragraphe "a" de l'article VII, soient remplacés par les mots "soixante-cinq (0.65) cents".

10.—Que les taux de salaires de "\$0.70" et "\$0.47", mentionnés dans le dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article VII, soient remplacés respectivement par les taux de "\$0.75" et "\$0.55".

11.—Que le paragraphe "d" de l'article VII soit remplacé par le suivant:

"d.—Taux de salaires:—Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Salaires horaires
Peintres (fer structural).....	\$0.80
Travailleurs en fer structural (toutes catégories).....	0.95
Chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur....	0.95
Aides chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur.	0.70"

12.—Que l'article VIII soit radié et remplacé par le suivant:

"VIII.—Salariés permanents:

Les salariés permanents préposés à l'entretien des édifices publics, tels que définis à l'article 2, chapitre 170, S.R.Q. 1941, et amendements, ou de l'immeuble d'un établissement industriel ou commercial, s'ils sont des employés permanents payés au mois ou à la semaine, bénéficieront des conditions de travail suivantes:

a.—Dans les cités, villes et municipalités situées dans les limites de la zone I, telle que décrite dans le présent décret, le salaire minimum des hommes de métiers sera de vingt-quatre dollars et quatre-vingts cents (\$24.80) par semaine, celui des ouvriers non qualifiés (journaliers) sera de dix-neuf dollars et quatre-vingts cents (\$19.80) par semaine.

b.—Dans les cités, villes et municipalités situées dans les limites de la zone II, telle que décrite dans le présent décret, le salaire minimum des hommes de métier sera de vingt-et-un dollars et quatre-vingts cents (\$21.80) par semaine; celui des ouvriers non qualifiés (journaliers) sera de dix-huit dollars et quatre-vingts cents (\$18.80) par semaine.

c.—La durée hebdomadaire du travail sera de quarante-huit (48) heures, sans limitation journalière.

d.—Les salaires actuellement payés aux employés permanents, s'ils sont supérieurs aux minima fixés dans le présent décret, resteront des salaires légaux, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi de la convention collective.

13.—Que l'article IX soit remplacé par le suivant:

"IX.—Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un employeur et un salarié, il est prohibé de stipuler une rémunération inférieure à celle prévue au présent décret."

14.—Que l'article XI soit remplacé par le suivant:

"XI.—Dispositions générales:

a.—Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un

graph of subsection "a" of section VII, be replaced by the words "ninety-five cents (\$0.95)".

9.—That the words "fifty-eight cents (\$0.58)" appearing at the end of the third paragraph of subsection "a" of section VII, be replaced by the words "sixty-five cents (\$0.65)".

10.—That the wage-rates "0.70" and "0.47" mentioned in the last paragraph of subsection "b" of section VII be replaced respectively by the rates "\$0.75" and "\$0.55".

11.—That subsection "d" of section VII be replaced by the following:

"d.—Rates of wages:—The minimum rates of wage are as follows for each of the trades mentioned hereinafter:

Trades	Rate per hour
Painters (structural-steel work).....	\$0.80
Structural-steel workers (all categories)...	0.95
Boiler-makers, erectors and steam generator enginemen.....	0.95
Boiler-makers', erectors', and steam generator enginemen's helpers.....	0.70"

12.—That section VIII be deleted and replaced by the following:

"VIII.—Permanent employees:

Permanent employees employed in the maintenance of public buildings, as defined in section 2, chapter 170, R.S.Q., 1941, and amendments, or in an industrial or commercial establishment building, if they are permanent employees and paid on a month or week basis, shall be entitled to the following labour conditions:

a.—In cities, towns and municipalities situated within the limits of zone I, as described in this decree, the minimum wages of qualified workmen shall be twenty-four dollars and eighty cents (\$24.80) per week; common labourers shall receive a minimum of nineteen dollars and eighty cents (\$19.80) per week.

b.—In cities, towns and municipalities situated within the limits of zone II, as described in the present decree, the wages shall be the following: qualified workmen shall receive a minimum of twenty-one dollars and eighty cents (\$21.80) per week; common labourers shall receive a minimum of eighteen dollars and eighty cents (\$18.80) per week.

c.—The weekly duration of labour shall consist of forty-eight (48) hours without any daily limitation of working hours.

d.—The actual wages of permanent employees if higher than the minimum fixed in the present decree shall remain the legal wages in conformity with section 13 of the Collective Agreement Act.

13.—That section IX be replaced by the following:

"IX.—Whatever may be the form or nature of the individual labour contract entered into by an employer and an employee, it is forbidden to stipulate lower remuneration than that which is provided for by the present decree."

14.—That section XI be replaced by the following:

"XI.—General provisions:

a.—No employer shall have the right to punish or threaten to punish by discharge or suspension, directly or indirectly, a catholic worker

ouvrier catholique qui s'absente du chantier un jour de fête d'obligation catholique.

b.—Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu, à l'exception des contrats pour lattage en bois.

c.—Dans tous les métiers où un matériel est substitué au produit régulier et reconnu, comme par exemple une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux du salaire du métier approprié doit s'appliquer. Les hommes de métier employés temporairement à un autre travail doivent continuer à recevoir le taux de salaire de leur propre métier.

d.—Si l'employeur fournit dans son établissement gîte et couvert à un tel employé, il pourra déduire du salaire de ce dernier, \$2.00 par pièce par mois dans le premier cas, et \$0.20 par repas dans le second."

15.—Que toutes les dispositions actuelles de l'article XII soient désignées sous le titre de paragraphe "a".

16.—Que les paragraphes "b" et "c" suivants soient ajoutés à l'article XII:

"b.—Nombre d'apprentis par rapport à celui des compagnons:

1) Pour les travaux employant de un (1) à deux (2) compagnons inclusivement, il sera permis d'employer un apprenti; pour les travaux plus considérables, un (1) apprenti sera alloué par deux (2) compagnons pour tous métiers qui exigent un apprentissage.

2) L'alinéa précédent ne s'applique pas cependant aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont réglementés par une loi de cette province.

c.—Salaires:

Les taux horaires de salaires pour les apprentis dont les métiers exigent un apprentissage, seront les suivants, dans toute la juridiction territoriale, par rapport à celui des compagnons, pour le métier respectif, à l'exception des apprentis en fer structural:

1ère année.....	40%
2ième année.....	50%
3ième année.....	60%

Ces pourcentages comprennent les bonis de vie chère rendus obligatoires par ordonnances du Conseil National du Travail et du Conseil Régional du Travail."

17.—Les dispositions suivantes sont ajoutées à la fin du décret:

Note:

Il est expressément stipulé que les présents amendements n'affectent pas les contrats assujettis au présent décret, si tels contrats ont été signés avant la publication des présents amendements dans la *Gazette officielle de Québec*.

Ces contrats sont, toutefois, assujettis au présent décret et les salaires en vigueur avant la publication des présentes, sont payables aux ouvriers qui y sont employés.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 novembre 1944. 7788-o

absenting himself from work on a catholic holiday.

b.—All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid and forbidden (with the exception of contracts for wood lathing).

c.—In all trades where any substitute material is erected in place of the regular and recognized commodity such as for instance a glass brick for a brick of clay or shale—the appropriate trade wage rate shall apply. Tradesmen temporarily employed at other work shall continue to be paid the wage rate of their own trade.

d.—If the employer supplies lodging and board in his establishment to an employee, he may deduct from the latter's wages \$2.00 per room per month in the first case and \$0.20 per meal in the second case.

15.—That all the actual provisions under section XII be designated as subsection "a".

16.—That the following subsections "b" and "c" be added to section XII:

"b.—Number of apprentices in proportion to that of journeymen:

1) For works employing from one (1) to two (2) journeymen inclusively, it shall be permitted to hire one (1) apprentice; for larger undertakings it shall be permitted to hire one (1) apprentice to two (2) journeymen for all trades requiring apprenticeship.

2) The preceding paragraph does not apply to trades the apprenticeship and qualification of which are governed by an Act of this Province.

c.—Wages:

The hourly rates of wages for apprentices whose trades require apprenticeship, shall be as follows, throughout entire territorial jurisdiction, in proportion to the hourly rates of wages of journeymen plying the same trade respectively, excepting apprentices of the structural steel trades:

First year.....	40%
Second year.....	50%
Third year.....	60%

The foregoing percentages comprise cost-of-living bonuses rendered compulsory by ordinances of the National War Labour Board and the Regional War Labour Board."

17.—That the following provisions be added to the end of the decree:

Note:

It is expressly stipulated that the present amendments do not affect the contracts subject to the present decree, if such contracts were signed before the publication of the present amendments in the *Quebec Official Gazette*.

Such contracts are, however, subject to the present decree and the wages in force before the publication of this notice are to be paid to the employees working thereon.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties might wish to set forth against the said petition.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 18, 1944. 7788-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 46

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Boucher vs Lamy.....	2388
Gemme vs Dupuis.....	2387

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:

4267—Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe.....	2403
4269—Industrie de la broderie dans l'Île de Montréal.....	2404

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2371

AVIS DIVERS:

Chicoutimi, canton (Tirage d'obligations).....	2388
Cour du Banc du Roi (Règles de pratique).....	2389
Le Syndicat National des Employés du Commerce de Détail d'Arvida (Formation).....	2389
St-Benoit-Joseph-Labre, village (Tirage d'obligations).....	2388
The Singer Manufacturing Company (Barrage).....	2388

CHARTES—ABANDON DE:

Dante Hall Amusement Company Limited.....	2390
Lefebvre Auto Parts Limited.....	2390
Malartic Lumber Company Limited.....	2390

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec.....	2391
The School Trustees for the Municipality of Trois-Rivières.....	2390

DÉPARTEMENTS—Avis des:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Vital-de-Clermont.....	2391
---	------

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 24-44—Bromptonville.....	2391
Ordonnance N° 68-44A—Plessisville.....	2392

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Chaudière, munic. scolaire protestante.....	2393
Lac St-Joseph, munic. scolaire de la ville.....	2393
St-Wenceslas, munic. scolaire.....	2393

TERRES ET FORÊTS:

Northfield, canton.....	2394
Orford, canton.....	2394

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie des boîtes, contenants et ustensiles métalliques (Approbation de règlements).....	2408
Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm (Modification).....	2408
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district (Modification).....	2409

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Boucher vs Lamy.....	2388
Gemme vs Dupuis.....	2387

ORDERS-IN-COUNCIL:

4267—Barber and hairdresser trades in St. Hyacinthe District.....	2403
4269—Embroidery industry in the Island of Montreal.....	2404

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2371

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chicoutimi, township (Drawing of bonds).....	2388
Court of King's Bench (Rules of practice).....	2389
Le Syndicat National des Employés du Commerce de Détail d'Arvida (Formation).....	2389
St-Benoit-Joseph-Labre, village (Drawing of bonds).....	2388
The Singer Manufacturing Company (Dam).....	2388

CHARTERS—SURRENDER OF:

Dante Hall Amusement Company Limited.....	2390
Lefebvre Auto Parts Limited.....	2390
Malartic Lumber Company Limited.....	2390

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec.....	2391
The School Trustees for the Municipality of Trois-Rivières.....	2390

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Vital-de-Clermont.....	2391
---	------

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 24-44—Bromptonville.....	2391
Order No. 68-44A—Plessisville.....	2392

EDUCATION:

Chaudière, protestant school munic.....	2393
Lake St. Joseph, school munic. of the town.....	2393
St-Wenceslas, school munic.....	2393

LANDS AND FORESTS:

Northfield, township.....	2394
Orford, township.....	2394

LABOUR:

Joint committee of the cans, containers and metallic utensils industry (Approval of by-laws).....	2408
Joint committee of the barbers and hairdressers of the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm (Modification).....	2408
Joint committee of the automobile industry of Montreal and District (Modification).....	2409

Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe (Correction).....	2409	Barbers' and hairdressers' parity committee, jurisdiction of St. Hyacinthe (Correction).....	2409
Comité paritaire des services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec (Approbation de règlements).....	2408	Hospital service parity committee for the Eastern district of the Province of Quebec (Approval of by-laws).....	2408
Comité paritaire des services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec (Prélèvement).....	2410	Hospital service parity committee for the Eastern District of the Province of Quebec (Levy).....	2410
Commission de relations ouvrières de la province de Québec (Lake St. John Power & Paper Co. Limited).....	2411	Labour relations board of the Province of Quebec (Lake St. John Power & Paper Co. Limited).....	2411
Métiers du bâtiment dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval et Saguenay (Modification).....	2412	Building trades in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval and Saguenay (Modification)...	2412
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Bas Saint-Laurent: étude du droit.....	2394	Lower Saint Lawrence: study of law.....	2394
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Bois Supérieur Limitée—Superior Lumber Limited.....	2372	Superior Lumber Limited—Bois Supérieur Limitée.....	2372
British Holdings Limited.....	2373	British Holdings Limited.....	2373
Buffet Delorimier Limitée.....	2373	Buffet Delorimier Limitée.....	2373
Compagnie "La Présentation" Limitée.....	2374	Compagnie "La Présentation" Limitée.....	2374
Crête Ltée—Ltd.....	2374	Crête Ltée—Ltd.....	2374
Gagnon Automobile Limitée.....	2375	Gagnon Automobile Limitée.....	2375
Hôtel Plaza Limitée—Plaza Hotel Limited.....	2375	Plaza Hotel Limited—Hôtel Plaza Limitée.....	2375
I. B. Co. Limited.....	2376	I. B. Co. Limited.....	2376
Kay Silver Inc.....	2376	Kay Silver Inc.....	2376
La Cie C. D. J. Ltée de Thetford Mines—C. D. J. Co. Ltd of Thetford Mines.....	2377	C. D. J. Co. Ltd of Thetford Mines—La Cie C. D. J. Ltée de Thetford Mines.....	2377
L'Association Provinciale de Balle molle de Québec Inc.....	2377	L'Association Provinciale de Balle molle de Québec Inc.....	2377
Laurentian Securities Limited.....	2378	Laurentian Securities Limited.....	2378
Louis Donolo Inc.....	2378	Louis Donolo Inc.....	2378
Notre-Dame Lumber Limited.....	2379	Notre-Dame Lumber Limited.....	2379
Pencer Industries Limited.....	2379	Pencer Industries Limited.....	2379
Rombo Inc.....	2380	Rombo Inc.....	2380
Rostan Sales Corp.....	2380	Rostan Sales Corp.....	2380
Saline Inc.....	2381	Saline Inc.....	2381
St. Lawrence Logging Limited.....	2382	St. Lawrence Logging Limited.....	2382
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Chas. H. Turner & Co. Ltd.....	2382	Chas. H. Turner & Co. Ltd.....	2382
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Delage, Gérard-J.....	2394	Delage, Gérard-J.....	2394
Jeannotte, Joseph-Édouard.....	2394	Jeannotte, Joseph-Édouard.....	2394
Massicotte, Émile, en faveur de.....	2395	Massicotte, Émile, in favour of.....	2395
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Crabtree, village.....	2395	Crabtree, village.....	2395
SOUMISSIONS:		SOUMISSIONS:	
Cap-de-la-Madeleine, cité.....	2397	Cap-de-la-Madeleine, city.....	2397
St-Colomb de Sillery, paroisse.....	2396	St-Colomb de Sillery, parish.....	2396
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Lac Frontière, municipalité.....	2385	Lac Frontière, municipality.....	2385
Sherbrooke cité.....	2387	Sherbrooke, city.....	2387
St-Lambert, cité.....	2383	Saint-Lambert, city.....	2383
Val d'Or, ville.....	2385	Val d'Or, town.....	2385
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
Abitibi:		Abitibi:	
Deschenes vs Charette.....	2398	Deschenes vs Charette.....	2398
Chicoutimi:		Chicoutimi:	
Girard vs Gagnon et al.....	2398	Girard vs Gagnon et al.....	2398

Joliette:

Lemieux vs Massicotte	2399
Perrault <i>et al</i> vs Beauséjour	2398

Kamouraska:

Vaillancourt <i>et vir</i> vs Côté	2399
--	------

Montréal:

Beaudoin vs Weiser <i>et al</i>	2400
Bélanger vs Litofsky	2401
Boisselle vs Leclerc <i>et al</i>	2400
Moreau vs Lègaré	2402
Star Finance Corporation vs Léonard	2401
Vanchesteing vs Vanchesteing <i>et al</i>	2399

Québec:

Lockwell <i>et al</i> vs Bourbeau	2402
---	------

Roberval:

Tremblay vs Dallaire	2402
----------------------------	------

7789-o

Joliette:

Lemieux vs Massicotte	2399
Perrault <i>et al</i> vs Beauséjour	2398

Kamouraska:

Vaillancourt <i>et vir</i> vs Côté	2399
--	------

Montréal:

Beaudoin vs Weiser <i>et al</i>	2400
Bélanger vs Litofsky	2401
Boisselle vs Leclerc <i>et al</i>	2400
Moreau vs Lègaré	2402
Star Finance Corporation vs Léonard	2401
Vanchesteing vs Vanchesteing <i>et al</i>	2399

Québec:

Lockwell <i>et al</i> vs Bourbeau	2402
---	------

Roberval:

Tremblay vs Dallaire	2402
----------------------------	------

7789-o